

RD-CONGO



LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

300 FC

www.adiac-congo.com

N° 2067 - MARDI 22 JUILLET 2014

Enjeux électoraux

La majorité présidentielle affiche ses ambitions pour 2016

« La majorité estime que le projet de société qui est le sien est le meilleur pour la révolution de la modernité destinée à amener la RDC au stade d'un État émergent ». Ces propos du président de l'Assemblée nationale tenus récemment devant un parterre des journalistes traduisent la volonté du camp présidentiel à demeurer aux commandes du pays au-delà de 2016. Tout est mis en œuvre pour parvenir à cette fin, a indiqué Aubin Minaku tout en se gardant de dévoiler le nom du futur candidat à la présidentielle qu'aura à soutenir la majorité.

Très confiant, il a indiqué que la famille politique du chef de l'État conservera le pouvoir selon le standard international de toute démocratie. Le camp présidentiel, qui n'a jamais renoncé à son projet de revoir certaines dispositions de la loi fondamentale, rassure cependant que cela pourra se faire conformément à l'article 218 de la Constitution qui prévoit la procédure de sa propre révision. [Page 12](#)



Manifestation des partisans de la majorité présidentielle à Kinshasa



Une locomotive de la SNCC

Arrêt de travail à la SNCC Délégation syndicale et travailleurs se rencontrent le 22 juillet à Lubumbashi

On s'achemine vers les dernières heures de la crise sociale qui paralyse la Société nationale de chemin de fer (SNCC), mais la délégation syndicale se veut prudente et conditionne tout appel à la reprise du travail à la rencontre prévue ce mardi avec la base devant le siège de la société, à Lubumbashi.

Pour l'heure, le seul acquis solide semble être la signature d'un Pacte social à Kinshasa le week-end dernier pour marquer un engagement fort des parties prenantes à

mettre le cap vers le développement de cette société qui dispose d'un réseau, il faut le rappeler, capable de relier sept provinces de la RDC.

Sa relance est une question capitale pour le pays d'autant plus que la société bénéficie d'un plan financé pour son redressement. Le destin de la SNCC se jouera ce mardi, et les résultats des discussions seront un signal fort en direction des partenaires au développement du pays.

[Page 13](#)

PROCESSUS ÉLECTORAL

Tony Bolamba met à nu les incohérences de l'opposition

Se livrant aux Dépêches de Brazzaville, le président du Mouvement pour le Congo est resté constant dans son discours vis-à-vis d'une opposition politique qui, chaque jour, se disqualifie davantage. Ce leader associatif s'oppose à la démarche initiée par une frange de l'opposition contre Joseph Kabila en raison du caractère très controversé de cette juridiction internationale. Il regrette que des opposants puissent se comporter comme des activistes

et qu'à chaque fois qu'il y a un problème juridique pouvant être réglé en interne, ils recourent à la justice internationale.

Et de faire remarquer que la CPI n'arrête pas seulement que les auteurs, mais aussi les coauteurs et, dans le cas d'espèce, les anciens lieutenants de Joseph Kabila ayant basculé dans l'opposition, pourraient aussi être rattrapés par l'histoire si les griefs avancés étaient établis en fait et en droit.

[Page 13](#)

CRÉDIBILITÉ DES ÉLECTIONS

La Céni forme des préposés à la collecte de données

Pour superviser cette session de formation qui vise la fiabilisation du fichier électoral et la mise en place d'une cartographie opérationnelle stable, dans le cadre des prévisions des élections urbaines, municipales et locales, le rapporteur adjoint de la Commission électorale nationale

indépendante (Céni), le Pr Onésime Kukatula Falash, a traversé la province du Bas-Congo d'est en ouest et du nord au sud. Sa mission a constitué en la sensibilisation des personnes formées sur leur tâche ainsi que sur un plaidoyer auprès des autorités politico-admini-

nistratives, des responsables de la police et de l'armée ainsi que des services de sécurité, pour l'accompagnement du processus électoral. Partout où il est passé, il a obtenu la promesse de ses interlocuteurs d'aider la Céni à la réalisation de cette tâche. [Page 12](#)

INTERVIEW

Joss Diena : « Plan B sera sur le marché avant la fin de l'année »

Rencontré aux funérailles du chroniqueur et opérateur culturel Clovis Sombete Issa le 20 juillet, l'artiste musicien a fait une confidence aux *Dépêches de Brazzaville*. En exclusivité, il a annoncé la préparation d'un mini album, une œuvre qu'il réalise en parallèle de Sixième sens Quiento, un opus attendu depuis décembre dernier. Cet album devait être le deuxième de sa carrière solo après son départ du Quartier Latin. Un nouveau tournant marqué par la sortie de Vitrine dont les titres « *Cri du cœur* » et « *Les Paroles* » avaient obtenu du succès auprès des mélomanes. Quant au mini album de cinq titres, il s'intitule Plan B et sera sur le marché avant la fin de l'année. L'artiste y fait une sorte de rétrospective de ses œuvres antérieures dont celles qui l'ont fait découvrir au public dans Cultur'a Pays vie. [Page 13](#)

ÉDITORIAL

Analyse

Si nous avons attendu plusieurs jours avant d'évoquer ici le drame qui a coûté la vie aux 298 passagers du vol de la Malaysian Airlines que le mauvais sort fit passer au dessus de l'Ukraine en fin de semaine dernière, c'est parce que dans ce genre de circonstances mieux vaut se garder de commenter à chaud l'évènement. Cinq jours après l'attentat commis contre cet appareil civil, nous avons maintenant suffisamment de données pour énoncer les quelques vérités suivantes :

1) Même s'ils s'en défendent les dirigeants russes et américains s'engagent dans une nouvelle « guerre froide » qui ne dit pas son nom. Les Américains et les Européens tentent d'empêcher la Russie de redevenir une puissance majeure en menant jusqu'à son terme la décomposition de son empire. Les Russes, quant à eux, sont prêts à tout pour stopper ce mouvement et conserver les « marches » constituées au lendemain de la deuxième guerre mondiale pour empêcher une nouvelle agression venue de l'Ouest. Le désaccord entre les deux camps est donc total, complet, probablement irréductible.

2) Dans un semblable contexte tout est bon, de chaque côté, pour faire triompher la mauvaise cause que l'on défend. Les Occidentaux feignent de croire au caractère démocratique du régime qu'ils ont peu ou prou installé à Kiev et utilisent les sanctions économiques comme une force de dissuasion. Les Russes, eux, fournissent sans l'avouer de puissants moyens aux séparatistes ukrainiens et les aident, quoi qu'ils prétendent, à s'en servir. Les uns comme les autres jouent avec le feu comme ils le firent pendant quarante ans sans se soucier du reste de la planète.

3) Il est peu probable, cependant, que le pire sorte de la crise présente. Non parce que la sagesse finira par l'emporter sur la déraison qu'engendre inévitablement la puissance militaire et financière chez ceux que l'on appelle les « Grands », mais parce que chacun garde en mémoire les terribles dégâts provoqués par le conflit mondial qui les réunit puis les sépara. À terme plus ou moins rapproché, les États-Unis et la Russie devront conclure, sans le formuler, un pacte semblable à celui qui leur évita durant la guerre froide de s'affronter directement.

À ce point du raisonnement, une évidence s'impose que nous avons évoquée ici même à plusieurs reprises : le nouveau duel qui s'amorce rend indispensables la réforme de la gouvernance mondiale et l'émergence au sein des institutions internationales de forces indépendantes capables de ramener les « Grands » à la raison.

Les Dépêches de Brazzaville

COOPÉRATION

Le Premier ministre italien reçu à Brazzaville

Matteo Renzi a été accueilli à Brazzaville le 20 juillet dans le cadre d'une tournée africaine qui l'a conduit à Maputo (Mozambique) et à Luanda (Angola).

Au cours de cette visite, le Premier ministre italien a eu un tête-à-tête avec le président Denis Sassou N'Guesso. Leur entretien a porté sur l'élargissement des relations de coopération entre les deux pays.

La délégation italienne a mis à profit son séjour au Congo pour signer deux accords de coopération avec le gouvernement congolais dans les domaines de la construction et du pétrole. Le protocole de coopération dans le domaine pétrolier a été signé par le ministre congolais des Hydrocarbures, André Raphaël Loemba, et le directeur général d'ENI, Claudio Descalzi. Le second accord est un memorandum sur la construction d'un quartier modèle à Kintélé au nord de Brazzaville. Il a été paraphé

par le ministre congolais chargé de l'Aménagement du territoire et de la Délégation générale aux grands travaux, Jean Jacques Bouya, et le PDG du groupe Trevisani, Cesare Trevisani. « Nous avons décidé de signer des accords qui sont très importants pour la construction de quelques initiatives avec la société Eni et d'autres sociétés italiennes », a indiqué le Premier ministre italien après sa rencontre avec le chef de l'État congolais.

Matteo Renzi qui assure actuellement la présidence en exercice de l'Union européenne a insisté sur la nécessité de diversifier la coopération bilatérale au-delà du secteur économique. « La chose la plus importante ce n'est pas l'économie, a-t-il précisé. Nous devons absolument continuer dans cette direction. Nous avons décidé avec le président que dans les prochains mois le vice-ministre de l'Économie reviendra au Congo avec une délégation italienne. La

chose la plus importante, c'est la collaboration, la coopération prolixe et aussi la coopération culturelle. Donc, nous pensons qu'entre l'Italie et le Congo, nous pouvons travailler ensemble, investir dans ce pays pour plus de production. Nous allons le faire », a indiqué Matteo Renzi.

Deuxième partenaire du Congo en Europe après la France, l'Italie est disposée à renforcer sa coopération avec le Congo dans des domaines variés. Pour l'heure, le secteur des hydrocarbures demeure celui sur lequel Rome et Brazzaville collaborent étroitement : le Congo et la compagnie italienne ENI ont cofinancé pour 250 milliards de FCFA, les travaux de construction de la centrale électrique à gaz de Cote Matève à Pointe-Noire. La société italienne ENI est implantée en terre congolaise depuis 1968. Elle est le deuxième opérateur pétrolier du pays.

Nestor N'Gampoula

MCDDI

La crise divise responsables et militants

Les récentes déclarations du Secrétaire général du Mouvement congolais pour la démocratie et le développement intégral (MCDDI), Guy Brice Parfait Kolélas, n'ont pas été approuvées par trois secrétaires généraux adjoints du parti à savoir : Bernard Tchibambelela, Noël Loutounou et Euloge Landry Kolelas.

Dans une lettre, datant du 10 juillet dernier, ces trois personnalités relient les dysfonctionnements observés dans l'animation et la vie de ce parti. Ils accusent le secrétaire général du parti d'avoir marginalisé le Bureau exécutif national. Et d'ajouter que Guy Brice Parfait Kolélas s'emploie de façon unilatérale dans une entreprise pernicieuse susceptible d'entamer l'unité du parti. Les signataires de la lettre du 10 juillet ont, pour conclure, invité le « Frère Secrétaire général » à convoquer sans délai le BEN, « à revenir au bon sens dans le respect des statuts et acquis de la deuxième convention nationale » afin de retrouver le chemin tracé

et légué par le président fondateur de ce parti, Bernard Kolélas.

Réagissant à la démarche des trois secrétaires généraux adjoints, les organes intermédiaires et de base ont, à l'issue d'une séance de motions tenue le 19 juillet à Brazzaville, renouvelé leur confiance à l'actuel Secrétaire général.

Passant les uns après les autres sur le podium, les représentants des jeunes, des femmes, des sages et autres sensibilités regroupés au sein de leurs structures, ont soutenu dans leurs messages, l'action menée par Guy Brice Parfait Kolélas, tout en faisant remarquer que ce dernier bénéficiait jusqu' alors de la confiance des militants qui lui ont donné un mandat lors de la convention tenue à Kinkala du 22 au 23 décembre 2012.

D'après ces organes, les observations faites par les secrétaires généraux adjoints dans leur lettre, dénotent de leur mauvaise foi, obstruant la bonne marche du parti. Ils ont jugé diffamatoire les propos sur les dysfonctionnements et les faiblesses tels qu'évo-

qués par ces personnalités. Pour les militants à la base, en organisant des descentes dans les arrondissements de la ville de Brazzaville, le Secrétaire général n'est pas sorti du cadre des attributions que lui confèrent les statuts du parti. « Aucune disposition des statuts et règlements intérieurs ne fait obligation au Secrétaire général de réunir le Bureau exécutif national (BEN) pour organiser des débats à la base », ont-ils avancé.

Ajoutant, qu'au cours de ces descentes, Guy Brice Parfait Kolélas n'a soulevé aucun problème tendant à la dénonciation de l'alliance PCT-MCDDI. Le Secrétaire général a tenu à préciser et clarifier certaines zones d'ombre qui assombrissent cette alliance. « Le MCDDI s'étonne du procès d'intention fait à l'endroit de son Secrétaire général par les trois Secrétaires généraux adjoints surtout que ces derniers n'ont jamais été au contact avec la base dans le cadre de leur champ d'action », ont fait remarquer les militants qui se sont réunis le 19 juillet.

Jean Jacques Koubemba

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

COMITÉ DE DIRECTION

Emmanuel Mbengué, Émile Gankama, Lydie Pongault, Bénédicte de Capèle, Ange Pongault, Charles Zodialo, Gérard Ebami-Sala, Philippe Garcie.

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout
Secrétaire des rédactions : Jocelyn Francis Wabout

Secrétaire des rédactions adjoint :
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Clotilde Ibara, Norbert Biembédi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Josiane Mambou Loukoula

Service Économie : Nancy France Loutoumba (chef de service) ; Lopelle Mboussa Gassia, Firmin Oyé
Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Tiras Andang
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Hermione Désirée Ngoma, Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya
Service Enquête : Quentin Loubou (chef de service), Rock Ngassakys
Chronique littéraire : Meryll Mezath (chef de service), Luce Jennyfer Mianzoukouta, Durlly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaine Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'Agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi

Sports : Martin Enyimo
Relations publiques : Adrienne Londole
Service commercial : Marcel Myande, Stella Bope
Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blainie Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya n° 1430, commune de la Gombe / Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200
Rédaction de Dolisie : Lucien Mpama

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Responsable coordination et communication : Rose-Marie Bouboutou
Directrice du Développement : Carole Moine

RÉDACTION DE PARIS

Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma
Comptabilité : Marie Mendy

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs : Farel Mboko
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso

Personnel et paie : Martial Mombongo
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ

Directeur : Charles Zodialo
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna, Mildred Moukenga
Commercial Pointe-Noire : Mélaine Eta Anto

DIFFUSION

Directeur : Philippe Garcie
Assistante de direction : Sylvia Addhas
Diffusion de Brazzaville : Guyche Mot-signet, Brice Tsébé, Irin Maouakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Mumbélé Ngoni

INFORMATIQUE

Directeur : Gérard Ebami-Sala
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

IMPRIMERIE

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Chef d'atelier : François Diatoulou Mayola
Service pré-press et contrôle de qualité : Eudes Banzouzi (chef de service)

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service),

Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphany Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 06 930 82 17

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Hélène Ntsiba (chef de service), Sorel Eta, Astrid Balimba

LIBRAIRIE-GALERIE CONGO PARIS

Directrice : Bénédicte de Capèle
Responsable achats, logistique : Béatrice Ysnel
Responsable animation : Marie-Alfred Ngoma
Assistante : Laura Ikambi
23, rue Vaneau - 75007 Paris - France
Tél. : (+33) 1 40 62 72 80
www.lagaleriescongo.com

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo / Tél. : (+242) 05 532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

Bureau de Paris (France) / 38 rue Vaneau 75007 Paris/Tél. : (+33) 1 45 51 09 80

LE MOT DE L'ÉCONOMIE

Le rôle de la Bourse

Les Bourses de valeurs sont des lieux où s'échangent différents produits financiers. Parmi ceux-ci, les plus connus sont les actions, les obligations et les fonds communs de placement. Il existe une multitude d'autres produits (options, warrants, bons de souscription...), surtout sur les marchés internationaux des pays développés, dont le nombre n'est limité qu'à l'imagination des financiers.

La Bourse joue le double rôle d'être à la fois un lieu de financement pour les entreprises, les États ou les collectivités (émission d'actions ou d'obligations) mais également un lieu de placement pour les investisseurs institutionnels (sociétés) et les épargnants (particuliers).

C'est pour cette raison que le marché financier, dans son acception globale, est scindé en deux sous-marchés qui sont, respectivement, le marché primaire et le marché secondaire.

-Le rôle du marché primaire est d'organiser la rencontre de sociétés cherchant à financer leur développement et des détenteurs de capitaux (on peut faire un parallèle entre le marché primaire et le marché du neuf).

-Le marché secondaire tient plutôt le rôle du marché de « l'occasion » où les différents intervenants peuvent s'échanger les titres acquis, à l'origine, sur le marché primaire. D'où la dénomination de Bourse des valeurs mobilières.

Seules des sociétés agréées par les autorités de régulation du marché financier sont autorisées à intervenir en Bourse pour opérer des transactions (achat et vente de titres) pour le compte de leurs clients. Dans le cas du marché financier de la Cémac, il s'agit des SDB (Sociétés de Bourse) qui doivent être agréées par la COSUMAF (Commission de surveillance des marchés financiers) pour pouvoir exercer l'activité de négociation (transactions sur titre). Les investisseurs en Bourse transmettent leurs ordres (achat ou vente) à un intermédiaire financier. Ces derniers sont assimilés aux PSI (Prestataires de Services d'Investissement) au Cameroun (Douala Stock Exchange) ou aux Sociétés de Gestion et d'Intermédiation en zone UEMOA (BRVM).

Les sociétés, États et collectivités locales, à la recherche de financement, peuvent lever d'importantes ressources sur les marchés financiers, au moyen de :

- L'augmentation de capital par introduction en bourse ;
- L'émission d'un emprunt obligataire par appel public à l'épargne ou placement privé.

Les avantages de ce mode de financement sont nombreux :

- Bénéficier de faibles coûts de financement ;
- Disposer des fonds sur une longue période pour investir ;
- Effectuer des remboursements échelonnés, avec possibilité d'obtenir des différés de plusieurs années ;
- Possibilité de déduire fiscalement les intérêts payés ;
- Accroître la notoriété de la société ainsi que sa crédibilité ;
- Insuffler un sentiment de confiance auprès des actionnaires, clients et partenaires ;
- Avoir accès à plusieurs investisseurs à la fois, c'est-à-dire le public.

Par ailleurs, au contraire des marchés de gré à gré sur lesquels les échanges s'effectuent par accord bilatéral entre un acheteur et un vendeur, la Bourse est un marché réglementé qui organise :

-La liquidité, c'est-à-dire la facilité des échanges par la concentration du plus grand nombre possible d'ordres d'achat et de vente ;

-L'égalité entre tous les intervenants par la transparence et l'accès instantané au marché ;

-La sécurité par la garantie que les acheteurs seront livrés et les vendeurs payés à date déterminée.

Enfin, la Bourse en tant qu'instrument de placement, permet aux particuliers de devenir les associés des plus grandes entreprises privées industrielles et commerciales par le biais des actions. Elle leur permet aussi de devenir les créanciers de ces sociétés et de ces collectivités publiques comme l'État et les grandes entreprises nationales en achetant des obligations émises par ces derniers sur le marché primaire pour financer leurs investissements. Ils profitent également des rendements offerts par la Bourse en souscrivant aux fonds communs de placement.

Dossier proposé par :

Département Etude et Recherche
Société de Bourse AFRICABOURSE CONGO
www.africabourse.com
africabourse.cemac@africabourse.com
+242 06 958 75 23 / 27

TÉLÉPHONIE MOBILE

Des investissements lourds pour MTN et Airtel

Dans le souci d'améliorer la qualité des services auprès de leurs abonnés et pour un bon fonctionnement des réseaux, les deux opérateurs de téléphonie mobile évoluant en République du Congo se sont engagés à investir plus de vingt-cinq milliards FCFA pour MTN et environ dix milliards FCFA pour Airtel.



Yves Castanou en réunion avec l'équipe de MTN

À l'issue des séances de travail qu'il a eues tour à tour avec les responsables de MTN et d'Airtel le 18 juillet à Brazzaville, le directeur général de l'Agence de régulation des postes et des communications électroniques (ARPCE), Yves Castanou, a communiqué le montant des investissements consentis par les deux entreprises.

« Il y a trois mois, nous avons infligé des sanctions pécuniaires à ces deux opérateurs pour mauvaise qualité du réseau. Il était question aujourd'hui pour nous de faire une revue générale de la question et de savoir à quel niveau ils en étaient. Ils nous ont fait part du travail réalisé et des difficultés rencontrées sur le terrain. Ils ont éga-

lement donné un programme de déploiement des actions à mener, que nous avons validé », a déclaré le directeur général de l'ARPCE avant de souligner que ces sanctions avaient stimulé les responsables de ces réseaux.

Reconnaissant la complexité des communications électroniques et l'importance des investissements qu'elles impliquent, Yves Castanou a indiqué : « Les réseaux que nous avons aujourd'hui sont différents de ceux que nous avions il y a trois ans. Le système a beaucoup évolué et les usagers se sont diversifiés. Cela demande beaucoup de compréhension de notre part. »

Afin de s'assurer de la bonne exécution des travaux annoncés par

MTN et Airtel, dont la fin est prévue pour décembre prochain, les techniciens de l'ARPCE exécuteront un contrôle à chaque fin de mois comme à l'accoutumée.

Pour rappel, les deux grands prestataires avaient été condamnés à verser au Trésor public 1% de leur chiffre d'affaires déclaré en 2013 pour non-respect des obligations légales et réglementaires relatives aux conditions de performance, de qualité et de disponibilité de leurs réseaux. Cette condamnation s'inscrit dans les attributions de l'ARPCE, créée en 2010, qui a pour mission de garantir à la fois les intérêts de l'État, des opérateurs et prestataires de services ainsi que des consommateurs.

Lopelle Mboussa Gassia

MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT

Plus d'une centaine de dossiers soumis à la Capa

153 dossiers sont soumis à l'appréciation de la commission administrative paritaire d'avancement (Capa) au titre des années 2013 et 2014, pour le compte du ministère de l'Équipement et des travaux publics.

Cette centaine de dossiers répartie en différentes catégories seront examinés, afin de faire bénéficier aux plus méritants les avantages résultant des évolutions de leurs carrières administratives. « (...) l'avancement n'est pas une faveur, mais un droit résultant de la bonne manière de servir de tout agent de l'État. C'est donc un mérite », a signifié le directeur de cabinet du ministre de l'Équipement et des travaux publics, Bruno Nianga, à l'ouverture des travaux de la Capa, ajoutant que le ministre de tutelle



La réunion de la CAPA, (photo Adiac)

fait de la promotion et du bien-être des travailleurs une priorité.

Selon la déléguée de la Fonction publique auprès du ministère concerné, Edith-Thérèse Badiekouahou, un agent peut bénéficier

d'un avancement après avoir travaillé durant deux ans. Le document à présenter est le certificat de l'employeur pour se rendre compte de la régularité du travailleur.

Nancy France Loutoumba

ENTREPRENEURIAT

Un expert expose sur le « Marketing de réseau »

Invité à participer à la rencontre en sa qualité d'expert français en marketing de réseau, Ariel Sanchez, a présenté devant un parterre de postulants à l'entrepreneuriat plusieurs pistes permettant aux participants de s'orienter vers un nouveau modèle commercial, en l'occurrence, la vente directe, une autre manière d'atteindre le marché. L'objectif de cette conférence débat était de sensibiliser les gens à cette nouvelle industrie qui prend de l'essor dans le monde et qui pourrait aussi l'être au Congo. Le désir d'encourager les congolais à embrasser cette voie a été au cœur de cet échange. L'orateur a donné des bases pour que le marketing réseau prenne de l'ampleur au Congo. Il a cité quelques raisons objectives pour que ce développement soit effectif. L'on a, entre autres, le développement personnel pour se créer une attitude positive, battante, de leader et également bien sûr pour être quelqu'un qui met en œuvre ce qu'il a appris.

Par ailleurs, pour Ariel Sanchez, les deux qualités qui semblent être essentielles pour la réussite en marketing de réseau sont premièrement le fait d'être une personne motivée et, deuxièmement, d'être une personne d'esprit ouvert, prête à apprendre les choses nouvelles et à se remettre en question.

Guillaume Ondzé

APPEL À COMMUNICATION

COLLOQUE INTERNATIONAL SUR LA BAIE DE LOANGO ET LA TRAITE NEGRIERE ATLANTIQUE

L'île de Gorée occupe dans l'histoire de la traite négrière une place emblématique qui en fait un lieu de mémoire et de recueillement d'un haut intérêt touristique. L'éclat et la prééminence de ce site ont occulté d'autres sites de la côte de Guinée, tels Axim, El-Mina, Ouidah, Fernando Po, Sao Tomé, mais aussi d'autres sites de traite comme ceux de la côte de Loango et d'Angole.

Dans le cadre de la valorisation de la baie de Loango comme site historique de la traite négrière atlantique, la Présidence de la République du Congo envisage la construction et l'aménagement d'un espace de mémoire. En prélude à cette construction, le Département de la Culture et des Arts du Cabinet du Chef de l'Etat se propose d'organiser du 13 au 17 novembre 2014 un colloque international sur la baie de Loango et la traite négrière atlantique.

Pour alimenter fructueusement les échanges et mettre en lumière la place et le rôle de la baie de Loango dans la traite négrière atlantique, les communications porteront sur les axes suivants :

1. Le royaume de Loango : naissance, localisation géographique et organisation sociopolitique ;
2. Le royaume de Loango : un royaume côtier et courtier ;
3. Les esclaves de traite et la baie de Loango : sources d'approvisionnement et provenance ;
4. L'organisation de la traite négrière dans la baie de Loango ;
5. La traite négrière atlantique : ses conséquences pour le royaume de Loango ;
6. La traite négrière atlantique dans la baie de Loango : déracinement, ressenti et quête des origines.

Les propositions de communication doivent comprendre entre 200 et 300 mots. Elles doivent indiquer clairement la problématique abordée et faire état des principaux résultats qui seront exposés lors la présentation. Elles seront accompagnées d'une bibliographie sélective (5 à 10 références) et d'une notice biobibliographique de l'auteur.

Les propositions sont à adresser à Monsieur le Professeur André-Patient Bokiba, président de la commission scientifique au plus tard le 31 août 2014 à l'adresse électronique suivante : colloqueloango@gmail.com

Le comité scientifique du colloque procédera à la sélection des propositions et informera les auteurs des propositions retenues au plus tard le 15 septembre 2014.

Comité scientifique

Président : Théophile Obenga, Professeur d'Histoire

Membres :

- Ira Berlin, Professeur émérite d'histoire, University of Maryland, USA ;
- André-Patient Bokiba, Professeur de littérature, Université Marien Ngouabi, Brazzaville, Congo ;
- Reinaldo Bolivar, Vice-Ministre des Affaires étrangères chargé de l'Afrique, Caracas, Venezuela ;
- Catherine Coquery-Vidrovitch, Professeur émérite, Université Paris 7 Denis-Diderot, Paris, France
- Théodore Lodjou Gaybor, Professeur d'histoire, Université de Lomé, Togo ;
- Scholastique Dianzinga, Professeur d'histoire, Université Marien Ngouabi ;
- Jésus Guanache, Professeur d'histoire, Universidad de la Habana, Cuba
- Abiola Félix Iroko, Professeur d'histoire, Université d'Abomey-Calavi, Bénin ;
- Marta Emilia Cordies Jackson, Directrice du Centre culturel Fernando Ortiz de Santiago de Cuba, Cuba ;
- Achille Mbembe, Professeur d'histoire et de sciences Politiques Université de Witwatersrand, Johannesburg, Afrique du Sud ;
- Elikia M'Bokolo, Professeur d'histoire, République démocratique du Congo ;
- Hugues Mouckaga, Professeur d'histoire, Université Omar Bongo de Libreville, Gabon ;
- Isidore Ndaywell, Professeur d'histoire, Université de Kinshasa, République démocratique du Congo ;
- Abraham Ndinga Mbo, Professeur d'histoire, Université Marien Ngouabi, Brazzaville, Congo ;
- Dominique Ngoie-Ngalla, Professeur d'histoire, Université Marien Ngouabi, Brazzaville, Congo ;
- Fidèle-Pierre Nze-Nguema, Professeur de sociologie, Université Omar Bongo, Libreville, Gabon ;
- Yeda Pessoa de Castro, Professeur d'ethnolinguistique, Université d'Etat de Bahia, Salvador do Bahia, Brésil ;
- Frédéric Régent, Maître de conférences d'histoire, Université de Paris I - Panthéon- Sorbonne France ;
- Terry Rey, Professeur de la sociologie de la diaspora africaine aux Amériques, Temple University, Philadelphie, USA ;
- Serge Romana, Professeur de médecine, Université de Paris-Descartes, Membre du Comité français pour la mémoire de l'esclavage, France ;
- Simao Souindoula, ancien membre du Comité scientifique de la Route de l'Esclave, UNESCO, Paris ;
- John K. Thornton, Professeur d'histoire africaine, Boston University, Boston, USA.

Professeur André-Patient Bokiba

Président de la commission scientifique

apbokiba@yahoo.fr

IDÉES-FORCES, SUJETS EN DÉBAT

Anecdotes, petites phrases, cris du cœur et coups de gueule meublent la vie de tous les jours. Cette rubrique se propose de sélectionner les idées les plus saillantes qui font la force des débats de société.

« Nous devons nous lever en tant qu'Africains. Il est aberrant de voir des Occidentaux déployer leurs armées en Afrique, en Centrafrique et ailleurs pour leurs intérêts »

Teodoro Obiang Nguema, chef de l'Etat équato-guinéen, CÉil d'Afrique, 16 juillet 2014

« Les débats entre forces politiques, les affrontements au niveau des opinions, au niveau des idées, sont une preuve de vitalité de la démocratie dans le pays. »

Mahamadou Issoufou, président nigérien, France 24, le 17 juillet 2014.

« La mobilisation de la société civile doit finir par démontrer aux gouvernements qu'ils ont intérêt à la transparence. »

Michel Camdessus, membre de l'Africa Progress Panel, ancien Directeur général du FMI, Jeune Afrique, 10 mai 2013

« La réconciliation ne doit pas seulement se faire entre des personnes, des partis politiques, mais aussi et surtout sur la base des principes. Or l'un des principes de la réconciliation en démocratie, c'est la pleine reconnaissance par tous du pouvoir légitime issu de la majorité élue par le peuple. »

Franklin Nyamsi, universitaire franco-camerounais, le Faso.net, 9 septembre 2013

« La République, c'est la capacité de vivre ensemble, de regarder son histoire et en même temps d'être toujours prêts à défendre les valeurs démocratiques, de ne pas se laisser entraîner par des querelles..., de ne pas se laisser emporter par les déflagrations du monde »

François Hollande, président français, le Point, 21 juillet 2014

AFFAIRE MARCEL NTSOUROU ET AUTRES

Les accusés font des révélations troublantes

Rock Hugor Kamba et Kiloï Mpani, deux prévenus qui sont passés devant les juges, ont avoué que le colonel Ntsourou se préparait en conséquence, vu les menaces dont il était l'objet.

Rock Hugor Kamba était rentré en complicité avec le capitaine Zobel Ebam, qui livrait les armes au colonel. Ce dernier s'est suicidé en novembre dernier à Ouesso, son lieu d'affectation, suite à son interpellation par la Direction générale de la surveillance du territoire (DGST). Dans son récit, Kamba a affirmé que le capitaine lui avait dit qu'il attendait Tandé Bouanga (militaire) pour la livraison d'armes. Ce qui fut fait. Le capitaine a ensuite remis à Kamba un sac comportant trois armes afin de le récupérer le soir même. N'étant pas arrivé comme prévu chez Kamba, ce dernier s'est rendu le lendemain à la Direction centrale des renseignements militaires, son lieu de service, où il a rendu à son supérieur hiérarchique. Finalement, c'est le 23 octobre vers 16 heures que le capitaine Ebam est revenu reprendre son sac qui contenait les armes. Les deux se rendent, à 17 heures, chez le colonel Ntsourou où, dit-il, il constate la présence d'une cinquantaine de personnes,

militaires et civils confondus. Dans sa déposition, l'accusé Kamba a rapporté les instructions du colonel Ntsourou à ces éléments : « *Enfant continuez de venir. Le moment est arrivé. On m'a livré toutes les armes dont j'avais besoin. Chacun de vous aura une arme à la main. On va imposer à ceux qui vont nuire à ma vie.* »

Il a aussi fait état du véhicule que le colonel avait mis à disposition pour le transport d'armes. De révélations en révélations, Rock Hugor Kamba a exposé sur les consignes de filature qu'il avait reçues de la Direction centrale des renseignements militaires (DCRM).

On retiendra par exemple qu'il avait réussi à intégrer et montait la garde au domicile de Marcel Ntsourou. Enfin, il a révélé aux juges certaines missions spéciales que lui confiait le colonel André Joseph Sahouss qui consistaient en des opérations de destructions de certaines cibles. Cette opération de sabotage était prévue pour le 24 décembre 2013. Kiloï Mpani a, quant à lui, déclaré qu'il s'est rendu chez Ntsourou en novembre 2013 non seulement pour se réfugier mais également pour assurer la défense du colonel vu les menaces qui pesaient sur lui. Il a cité quelques noms des per-

sonnes l'ayant contacté pour leur servir de facilitateur afin de mettre la main sur Giscard Minichelot alias Le blanc ou Marcel Ntsourou lui-même. Une proposition qu'il avait refusée et qui lui a valu des tentatives d'enlèvements avec des visites à des heures tardives.

À propos des derniers événements de décembre, il a affirmé que le 15 décembre à 14 heures, il était à Bâtignole, dans l'une des résidences de l'ex Colonel Ntsourou.

C'est là qu'il reçoit l'appel du colonel qui lui demande d'attendre un appel de Minichelot Giscard. Arrivé vers l'hôtel Pama, il a entendu des coups de feu venant de la préfecture. Étant à trois dans le véhicule, ils se sont dirigés vers l'hôtel où ils rencontrent Minichelot et l'embarquent pour le domicile de Ntsourou. Dans sa version des faits, le lieutenant Kiloï Mpani a affirmé qu'il n'y avait jamais eu d'échanges de tirs et qu'il n'avait jamais aperçu les responsables de ces actes.

Cependant sa thèse sur les faits du 16 décembre reste la même que celle de Gustave Lambini et de Giscard Minichelot. Il a confirmé que l'assaut a été donné par l'hélicoptère après le jet des projectiles.

Josiane Mambou Loukoula

CENTRES D'ÉVEIL COMMUNAUTAIRES

Renforcement des capacités des encadreurs et éducatrices

Au cœur de cette formation, la problématique de l'éducation de la petite enfance dans les centres d'éveil communautaires. L'atelier est organisé du 15 au 19 juillet par le ministère de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'Alphabétisation en collaboration avec l'Unicef.

La formation avait pour objectif de donner le savoir aux encadreurs et les amener à développer les méthodes stratégiques pour l'éveil de la petite enfance. Parmi celles-ci, l'on compte l'écriture ; le langage et la fabrication des jeux éducatifs et d'éveil.

D'après l'inspectrice du préscolaire Cécile Ngoma, le Congo bénéficie de trente-six centres d'éveil dont six à Brazzaville et trente dans les départements. Ces centres seront opérationnels en octobre prochain. Le centre d'éveil communautaire est différent du préscolaire par sa gratuité.

À l'issue des travaux de cet atelier, les éducateurs et animatrices ont pris l'engagement de traduire par les actes tous les enseignements donnés. Ils ont, en outre, présenté une séquence d'animation sur l'éducation parentale. L'animation a consisté à interpeler les parents à prendre leur responsabilité pour la scolarisation des enfants, à conscientiser et à assurer la protection des enfants en vue de contribuer à leur développement.

Le conseiller technique Prospère Mahoukou a loué le partenariat entre le Congo, l'Unicef et le Japon. Il a rappelé que l'éducation de la petite enfance est un moyen de combattre les inégalités déjà apparentes dans les premières années de l'éducation primaire en milieu des régions défavorisées.

Notons que les enseignements de l'atelier de renforcement de capacités en gestion et animation des centres d'éveil de la petite enfance ont été axés sur cinq modules repartis avec des thèmes

de communication divers. Ces modules concernent notamment la philosophie de la petite enfance et les connaissances des objectifs; les études des outils et supports d'éveil ou d'éducation préscolaire: quel programme pour un éveil efficace et efficient du jeune enfant? Pour quels contenus et savoirs, aptitude et attitude; comment organiser les activités d'éveil dans les centres; la pédagogie en cycle de prés-scolarisation: travaux en ateliers pédagogiques.

Parmi les communications qui ont été données par plusieurs orateurs, figurent les thèmes tels que les grandes orientations ministérielles en matière d'éveil de la petite enfance au Congo; la présentation du livre du programme préscolaire; la présentation de l'approche de l'éveil du jeune enfant dans le cadre du projet: centre d'éveil communautaire et son patrimoine; le profil de l'éducatrice et le développement de l'expression orale.

Lydie Gisèle Oko

VENTE DE TERRAIN

Avec maison en plein arrondissement 3 Poto-Poto.

Pour plus de renseignements, contact : 01 021 17 98



FORMATION – CONSEIL – ASSISTANCE TECHNIQUE

Une Expertise à votre portée

DES FORMATIONS POUR BOOSTER VOTRE CARRIERE !

L'IPRC organise des séminaires de formation à Brazzaville, Pointe-Noire et Kinshasa suivant le programme ci-dessous. Pour les inscriptions et pour tous renseignements, contactez- nous aux numéros indiqués ci-dessus.

| | INTITULE DE LA FORMATION | DUREE | PERIODE |
|-------|-------------------------------------------------------------------------------|---------|-------------------------|
| EP14 | Elaborer et mettre en œuvre un plan de communication | 4 jours | 05 au 08 août 2014 |
| EP05 | Techniques de rédaction administrative | 5 jours | 18 au 22 août 2014 |
| GMP02 | Formation en passation des marchés publics (Travaux, Fournitures et services) | 5 jours | 25 août au 29 août 2014 |

INSCRIPTION

Téléphone : +242 06 913 81 45 / +242 06 992 04 91

E-mail : iprc@iprc-training.org

Site web : www.iprc-training.org

BP: 537 Brazzaville - République du Congo

MUNICIPALISATION DE LA LÉKOUMOU

Des jeunes volontaires s'activent sur les chantiers à Sibiti

L'initiative est du ministre de la Jeunesse et de l'Éducation civique, Anatole Collinet Makosso, qui a réuni ces jeunes venus de France, du Gabon, du Cameroun et des douze départements du Congo, à l'occasion de la première édition du chantier international de la jeunesse.

Près d'une centaine de jeunes volontaires participent depuis le 19 juillet aux activités et travaux concernant la municipalisation accélérée du département de la Lékoumou, couplée avec la fête du 54^e anniversaire de l'indépendance du Congo, prévue le 15 août prochain à Sibiti. Ces jeunes volontaires congolais et étrangers participeront, pendant six semaines, à la construction du mur de clôture de la Maison de la jeunesse et de la citoyenneté de la Lékoumou et contribueront à l'assainissement de la ville de Sibiti. Ils s'attèleront également au volontariat et au bénévolat, réaliseront le brassage entre les jeunes dans la mixité culturelle. Les Camerounais et Namibiens étaient encore attendus lors du lancement de la première édition du chantier international de la jeunesse.

Un exemple qui sera gravé en lettres d'or dans la ville de Sibiti. L'administrateur-maire de la communauté urbaine de Sibiti, Bernard Makita, a indiqué que la présence de ces jeunes est un réel

appui aux activités de la municipalisation accélérée. Il a cité l'assainissement comme un exemple à graver en lettres d'or. Ce geste doit, a-t-il martelé, interpellé la conscience de la population de la communauté urbaine de Sibiti, plus particulièrement les jeunes qui devraient désormais avoir un comportement responsable et républicain.

Le président du Conseil national de la jeunesse du Congo, Bersol Exaucé Ngambili Ibam, a, de son côté, rappelé que le chantier jeunesse était une véritable école, un lieu d'échanges, de transfert d'expériences et d'intelligence pour les jeunes. « *Ce chantier de la jeunesse est aussi pour nous un moyen d'apporter notre pierre à l'édifice, de nous mettre au service de la communauté, car servir les autres est un privilège* », a-t-il déclaré.

Un réel brassage de cultures et une véritable intégration des peuples

lançant les activités du chantier vacances devant les autorités locales et départementales, le ministre Anatole Collinet Makosso a souligné que cette première expérience avait un caractère international et permettait un réel brassage des cultures et une véritable intégration des peuples. Il a rappelé aux participants qu'ils étaient les premiers d'un



Les jeunes volontaires assainissent le siège de la sous-préfecture crédit photo Adiac

dispositif important de volontariat civil qui permettra au Congo de mettre en place un corps de jeunes volontaires. Considéré comme une institution de bénévolat et d'aide au développement, le corps des jeunes volontaires du Congo vise, entre autres, la participation citoyenne des jeunes au développement. « *Il s'agit concrètement pour notre pays d'impliquer, dans le cadre du bénévolat, spécifiquement les jeunes qui bénéficieront dans tous les domaines de la vie nationale visant le développement communautaire comme : la santé, les catastrophes, l'as-*

sainissement, l'entretien des routes, le bâtiment, l'agriculture, l'élevage, la municipalisation accélérée », a poursuivi Anatole Collinet Makosso, précisant qu'il s'agissait d'un mécanisme important d'encadrement efficace et efficient pour mieux gouverner les jeunes.

Selon lui, la relance du chantier vacances 28 ans après, est une instruction du président de la République prescrite dans la lettre de mission adressée au ministre de la Jeunesse. Celle-ci demandait la mise en place du corps des jeunes volontaires. Après ce dispositif important, suivra la mise en place du service civique volontaire.

Historique des chantiers jeunesse au Congo

L'appellation Chantier jeunesse ou Chantier vacances n'est pas un terme nouveau en République du Congo. En effet, cette activité a commencé en 1965 au Congo et s'est poursuivie jusqu'en 1986. Pendant cette année, les chantiers vacances ont été organisés dans six régions du pays, notamment à Loubétsi, dans le Niari ; Louengo, dans le Pool ; Soukou-Bouadi, dans la Bouenza ; Kébara dans les Plateaux ; Okouessé, dans la Cuvette et Enyelé dans la Likouala.

Parfait Wilfried Douniama





Assurances et Réassurances du Congo

Nous vous **accompagnons** pour tous vos **besoins** en **assurances**.

ASSURANCE AUTOMOBILE ASSURANCE INDIVIDUELLE ACCIDENT

ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE ASSURANCE TOUS RISQUES (Chantiers, Montages et Essais)

ASSURANCE MALADIE ASSURANCE INCENDIE

ASSURANCE VOYAGE ASSURANCE MULTI-RISQUES HABITATION

ASSURANCE TRANSPORT ASSURANCE SCOLAIRE

ASSURANCE GLOBALE BANQUE

ASSURANCE MULTI-RISQUES BUREAU

Protégez votre entreprise dès maintenant!



Promotion spéciale

- Acer Aspire E1-570
- Acer Celeron (Couleur Rouge)
- Acer Celeron (Couleur Grise)

Ordinateurs portables **acer**



Spécificités

- * Intel Core i5-3337U, Système Windows 8
- * 1.8 GHz with Turbo Boost up to 2.7 GHz
- * 4 GB DDR3 Memory, 500 GB HDD
- * 15.6" HD LED LCD, HD WEBCAM
- * French keyboard, DVD-Super Multi DL drive

Prix : **479.000** TTC



Spécificités

- * Intel Celeron Processor (2.2 GHz), Windows 7
- * 4 GB DDR3 Memory, 500 GB HDD
- * 15.6" HD LED LCD, HD WEBCAM
- * French keyboard, DVD-Super Multi DL drive

Prix : **265.000** TTC



Spécificités

- * Intel Celeron
- * Système d'exploitation Windows 7
- * 2 GB DDR3 Memory, 320 GB HDD
- * 11.6" HD LED LCD, HD WEBCAM
- * French keyboard, DVD-Super Multi DL drive

Prix : **259.000** TTC



Gratuit

AFRIQUE-ITALIE

Matteo Renzi opte pour une coopération « nouveau style »

Sortir des vieux schémas, braquer les projecteurs sur cette Afrique dont on parle peu : la tournée-marathon du Premier ministre italien a été chargée de beaucoup de symboles. On retient que l'économie est au centre de cette deuxième visite d'un Premier ministre italien en Afrique.

Mais ce deuxième voyage en Afrique d'un Premier ministre italien s'est voulu aussi l'expression d'une volonté de sortir des schémas classiques d'une coopération reposant sur le misérabilisme et l'humanitaire de commisération. Le 29 janvier 2007, l'alors Premier ministre Romano Prodi était venu à Addis-Abeba avec une préoccupation : que l'Afrique se joigne au camp des abolitionnistes de la peine de mort.

L'immigration sera une priorité Matteo Renzi ne met pas de côté les questions humanitaires. Il a même indiqué samedi à Maputo que l'immigration, thème de brûlante actualité dans son pays et pour laquelle l'Afrique continue d'être considérée comme la terre de provenance de la majorité des désespérés qui viennent frapper (ou mourir) aux portes de l'Europe, sera une des priorités en ce semestre de présidence italienne de l'Union européenne. Et son gouvernement continue, au milieu de mille tirailements au sein de la coalition qui le compose, de faire tout son possible pour sauver de la noyade les milliers de téméraires qui continuent, envers et contre tout, de venir s'échouer sur les côtes de Sicile.

Mais c'est d'abord à l'enseigne de l'économie que Matteo Renzi a décidé de placer son séjour de samedi à Maputo (Mozambique), dimanche à Brazzaville (Congo) et lundi à Luanda (Angola). Une économie qui repose le trépied de la paix, des investissements et de la coopération. C'est ce qui donne sens au choix des trois pays visités, qui ont tous une longue tradition de coopération plus particulièrement dans le secteur énergétique avec le groupe ENI en navire amiral. Au Mozambique, ENI

vient de découvrir un gisement gazier fabuleux. Le Congo est le pays où cette activité remonte avant l'indépendance de 1960. Et l'Angola constitue un partenaire de poids et constant depuis la fin de la guerre civile dans ce pays.

« L'Afrique n'est plus le continent perdu. Nous avons besoin de l'Afrique comme point de redémarrage d'un nouveau dessein politique, économique et civil européen », a soutenu le Premier ministre au Mozambique, où il a promis cinquante milliards de dollars d'investissements sur les six prochaines années. Il y a apprécié le travail conduit par ENI ; une œuvre qui englobe aussi bien l'humanitaire, les projets de développement que le business propre à garantir l'indépendance énergétique de l'Italie pour les trente à quarante prochaines années. Stratégique !

Une coopération gagnant-gagnant

Le concept est porté par un esprit volontariste, Matteo Renzi ne passant d'ailleurs pas pour être plus un « diseur » qu'un « faiseur », comme dirait l'homme de la rue à Brazzaville. La délégation qui l'accompagne dans cette tournée, menée littéralement au pas de course, en dit assez de la volonté italienne de s'engager dans cette nouvelle vision des rapports avec l'Afrique. Ce sont en tout une vingtaine d'entrepreneurs de haut profil qui sont dans le sillage de Matteo Renzi : l'administrateur délégué d'ENI (pétrole-gaz, énergies renouvelables) Claudio Descalzi, mais aussi celui de la Finmeccanica (aéronautique) Mauro Moretti, ou encore de la Saipem (constructions métalliques, plateformes, etc.) Umberto Virgini.

La tournée de Matteo Renzi aura pour retombées probables un resserrement des relations bilatérales dans des domaines aussi divers que le commerce, l'import-export, la petite et moyenne industrie, l'agro-alimentaire et une présence toujours aussi efficace de l'Italie en Afrique. De nombreux étudiants mozambicains, congolais et

angolais fréquentent aujourd'hui les instituts et facultés d'Italie. Ils font, eux aussi, partie de cette coopération qui

port 2013 de la Banque mondiale indique que sept des dix pays ayant enregistré une forte croissance dans le

L'ESPRIT « GAGNANT-GAGNANT » EN ŒUVRE EN ANGOLA

Pour l'ambassadeur d'Italie à Luanda, l'Italie et l'Angola ont tout à gagner de leur coopération multisectorielle.

Les relations entre l'Angola et l'Italie sont au beau fixe. Cela est aussi dû au fait que le futur s'annonce plein de perspectives heureuses en élargissement et en consolidation. « Pour le Made in Italy, il y a tout à gagner en Angola, un pays qui a besoin de tout », estime Giorgio di Pietrogiacomio, à peine installé dans son fauteuil d'ambassadeur plénipotentiaire à Luanda. Pour lui, la vitalité de l'Angola, un pays qui se relève de longues années de guerre civile, ouvre des possibilités infinies. Cela constitue « un défi chaque jour plus intéressant et plus stimulant ».

L'ambassadeur trouve symboliquement significatif que « la visite de Renzi se déroule l'année où l'Italie a lancé l'initiative ItAfrica, qui vise à diriger les projecteurs sur le continent africain par une approche nouvelle par rapport au passé » dans une perspective gagnant-gagnant. « Nous devons sortir de la vieille vision de l'Afrique. Mi-mai, c'est-à-dire longtemps avant cette visite, la presse angolaise a donné du relief à des propos de Renzi invitant à regarder l'Afrique non comme la terre d'où fuient des milliers de personnes à la recherche d'un futur meilleur, mais d'un continent où les réalités économiques sont en transformation rapide, avait-il dit faisant référence à l'Angola », ajoute l'ambassadeur.

À signaler que cette tournée africaine, Matteo Renzi la réalise aussi avec sa casquette toute nouvelle de président de tour de l'Union européenne, signe sans doute d'une volonté de rappeler que l'Europe a plus que jamais partie liée avec l'Afrique, le continent dont elle est le plus proche. Mais la géographie s'est toujours mise au service de l'histoire, surtout dans le pourtour méditerranéen. C'est pourquoi, plaide le Premier ministre italien, l'Europe devrait financer plus résolument un organe comme le Frontex, le mécanisme de surveillance aux frontières, et participer à son effort d'endigement des flux migratoires.

entend s'intéresser à différentes facettes, de plus en plus de cadres africains revenant dans leurs pays avec un savoir-faire acquis en Italie en médecine, en ingénierie, en architecture ou dans le domaine de la chimie pétrolière. L'Italie acquiert une visibilité sur le continent grâce à cette volonté proclamée de donner sa chance à qui veut la saisir, dans les deux sens, sans paternalisme ni esprit de préjugé parasitaire. En d'autres termes, Rome entend se démarquer des schémas qui placent en des positions figées les donateurs de toujours face à la main des « quémandeurs » éternels. Le monde évolue : il suffit de changer de lunettes ou de perspective pour en faire le constat. Le rap-

monde sont africains. La République du Congo aura cette année un taux de croissance annoncé qui tutoiera les 10% !

Un supplément d'âme

Les propos sont de la présidente de la Chambre, l'Assemblée nationale italienne, Laura Boldrini : l'Afrique est un continent qui évolue et qui peut, sans même parler de ses richesses minières, apporter beaucoup au monde occidental ; un supplément d'âme par ses valeurs d'accueil et d'ouverture. La décrire comme le continent de la seule misère et des guerres est un raccourci qui ne tient pas compte de sa fantastique mutation. « Mais que font nos

médias, même quand l'Afrique croît à un rythme soutenu et que des villes naguères détruites par les conflits renaissent aux yeux de tous ? Ils semblent plus intéressés par les guerres, les virus létaux et les flux migratoires se dirigeant vers l'Europe. »

Langage de convenance sans doute, mais Mme Boldrini, c'est vrai, s'adressait à un public de convertis. C'était vendredi dernier à Rome, à la veille de la tournée africaine du Premier ministre italien. Ce jour-là c'est une conférence Italie-Afrique qui a rassemblé tous les ambassadeurs africains en Italie, dans le cadre du Mandela Day. En l'absence de leur doyen Mamadou Dékamo Kamara, revenu au Congo pour y préparer l'accueil de Matteo Renzi, les ambassadeurs africains ont tenu à donner un éclat particulier à cette journée mondiale où on est invité à poser un acte en concordance avec le grand esprit de tolérance et de pardon qui a caractérisé Nelson Mandela. Le grand homme, décédé en décembre dernier, aurait eu 96 ans ce vendredi-là très exactement !

« Les dernières images [de l'Afrique] que je me rappelle avoir vues au journal télévisé concernaient les jeunes filles nigérianes enlevées par Boko Haram et les tentatives pour endiguer la transmission de l'épidémie d'Ebola. Pourtant, il se passe beaucoup d'autres choses en Afrique », a regretté Laura Boldrini. C'est cette vision figée que la visite de Matteo Renzi entend aider à changer. Et d'abord dans son pays, où il n'est pas sûr aux yeux de tous que l'Afrique évolue ou qui ignorent même qu'il existe deux Congo, trois Guinée et deux Soudan sur ce continent. « Nous jetons les bases du futur de nos enfants. Ce sont des choses qu'il faut envisager longtemps à l'avance », a dit M. Renzi au Mozambique. Quant au problème de l'immigration, il a soutenu qu'il fallait l'affronter à la base, et pas seulement à partir des ports et aéroports européens.

Lucien Mpama

PAIX ET SÉCURITÉ EN AFRIQUE

L'Union européenne va dégager 750 millions d'euros

En soutien à la paix et la sécurité en Afrique, la Commission européenne a adopté le 15 juillet un programme d'action d'un montant de 750 millions d'euros pour la période 2014-2016.

Ce nouveau financement sera versé à travers la Facilité de paix pour l'Afrique (FPA) en vue de supporter l'Union africaine (UA) et les organisations africaines sous-régionales dans leurs efforts pour la paix et la sécurité, indique un communiqué. Un montant initial de 325 millions d'euros sera engagé pour 2014 pour supporter les opérations de maintien de la paix en

cours. Instrument central dans la coopération entre l'Afrique et l'Union européenne (UE) en matière de paix et de sécurité, le nouveau programme de la FPA va continuer à supporter les opérations africaines de maintien de la paix, le renforcement de l'Architecture de paix et sécurité africaine (Apsa) et des actions à impact rapide pour la prévention des conflits et la gestion des crises, poursuit le communiqué.

Le commissaire européen en charge du développement, Andris Piebalgs, a souligné que depuis sa création en 2014, la FPA a eu un impact direct et positif dans la vie de centaines de mil-

liards d'Africains ayant souffert des conflits et des crises. « Cette nouvelle contribution financière significative montre l'engagement continu de l'UE à soutenir l'Afrique dans son travail pour la paix et la sécurité. Ce financement permettra d'étendre le support de l'UE qui est essentiel au succès des opérations de maintien de la paix en cours telles que Amisom en Somalie et Misa en République centrafricaine », a-t-il déclaré.

Le nouveau programme d'action introduit en outre des procédures décisionnelles simplifiées et plus rapides pour étendre ou renouveler le soutien à des opérations de maintien de la paix en

cours ou à l'Apsa. Depuis 2004, l'UE a fourni plus de 1,2 milliard d'euros à travers la FPA, apportant ainsi un soutien aux efforts africains dans le domaine de la paix et la sécurité avec une aide prévisible. La FPA a aussi fourni une contribution significative au renforcement des capacités africaines aux niveaux continental et sous-régional tel qu'un soutien à des centres de formation pour les soldats de la paix ou à l'établissement d'un système de commande, contrôle, communication et d'information pour la gestion des opérations de maintien de la paix.

Dans les opérations de maintien de la paix, la FPA couvre les per diem des

troupes, les salaires du personnel civil ainsi que les coûts logistiques, de transport, médicaux ou de communication. Elle soutient également des activités en médiation et en prévention des conflits.

En RD-Congo notamment, elle a soutenu un mécanisme de vérification conjoint afin de restaurer la confiance entre ce pays et ses voisins grâce à des patrouilles et des activités de surveillance. Par ailleurs, la FPA contribue à développer un dialogue politique entre l'UE et l'Afrique « plus compréhensif dans le domaine de la paix et la sécurité ».

Noël Ndong



LE TELEPHONE DE BUREAU NOUVELLE GENERATION

EN LIGNE AVEC LE SUCCES : Poste OMNITOUCH 8082 My IC PHONE



☑ NE PERDEZ AUCUN APPEL DE VOS CLIENTS.

☑ AUGMENTEZ LA CROISSANCE DE VOTRE ACTIVITE.

CONTACTEZ NOUS DES AUJOURD'HUI
info@ofis-ort.com

www.ofis-reseaux-telecoms.com

- Ecran tactile de 7 pouces rétroéclairé
- Intelligence du Smartphone sur votre téléphone de bureau
- Personnalisation de la page d'accueil
- Carnet d'adresse, conférence, messagerie
- OMNITOUCH 8082, équipement SIP
- Combiné Bluetooth



Tél.: 01 600 0000

Agence de Brazzaville
Boulevard Sassou Nguesso Centre-Ville
Face au Ministère des Postes & Télécommunications

Tél.: 06 600 0000

Agence de Pointe-Noire
319, Avenue Charles De Gaulle
Face à l'Hôtel Migitel

TOURNÉE AFRICAINE DE FRANÇOIS HOLLANDE

Un exercice diplomatique délicat pour le président français

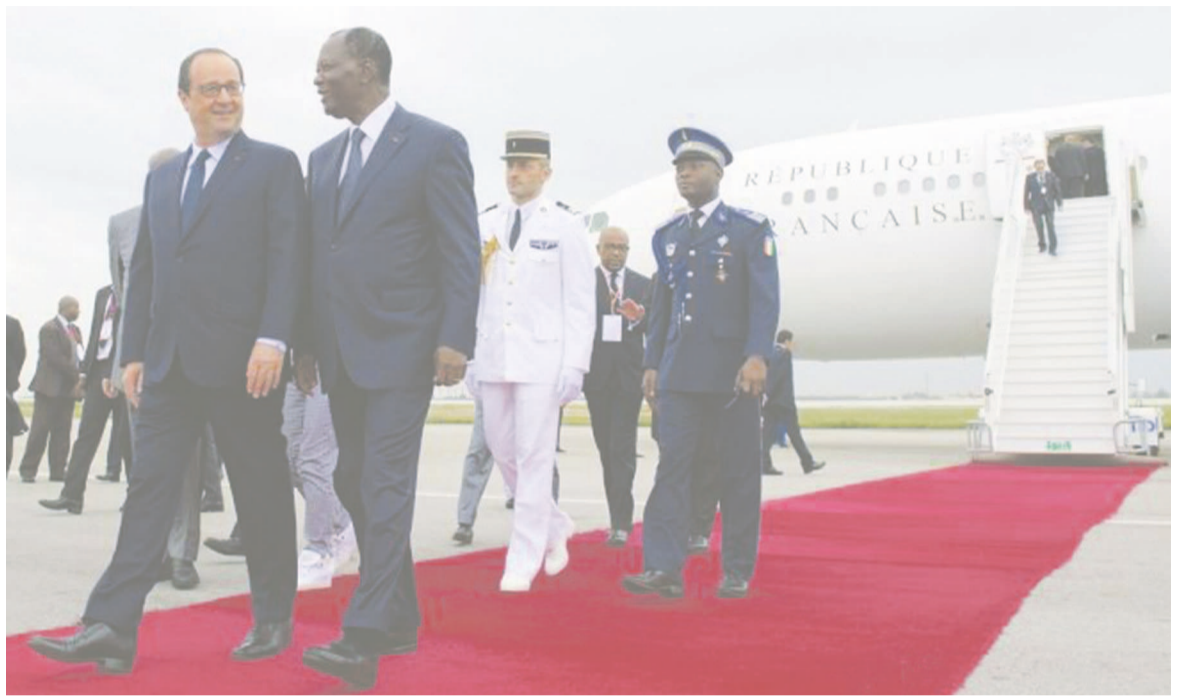
Après s'être précédemment rendu au Sénégal, en République démocratique du Congo, en Centrafrique, au Mali, en Afrique du Sud, en Algérie, au Maroc et en Tunisie, François Hollande a commencé le 17 juillet une rapide tournée de trois jours sur le continent. Abidjan était la première escale du président français.

Le chef de l'État français a profité de ce déplacement en terre ivoirienne pour conforter la place des très nombreuses entreprises françaises implantées en Côte d'Ivoire, dont la France est le premier partenaire commercial. « Nous espérons vous garder beaucoup plus longtemps la prochaine fois », a déclaré Alassane Ouattara, président ivoirien à son homologue français qui, en une journée à peine, a enchaîné entretiens et rencontres. Le président français a poursuivi sa tournée le vendredi 18 juillet, à Niamey, une escale importante, puisque le Niger accueillera le centre regroupant les principaux moyens de renseignements de l'opération Barkhane qui prend officiellement le relais de l'opération Serval. Les Nigériens qui, en 2013 avaient manifesté contre la présence française, ont cette fois et par le biais du « Collectif sauvons le Niger », exigé le départ des forces françaises de leur pays et de tout l'espace sahélo-saharien ainsi que le respect strict des lois du Niger par Areva et la France dans les négociations sur le renouvellement des conventions liant Paris et Niamey. Dans la même optique, le Réseau des organisations pour la transparence et l'analyse budgétaire a appelé à la transparence de l'exploitation minière. Au Tchad, dernière étape de sa tournée, François Hollande a rencontré samedi le président Idriss Déby puis s'est rendu sur la base militaire française Kossei, pour mettre en place le dispositif de sécurité Barkhane, le poste

de commandement de l'armée française pour le Sahel et le Sahara. Un dispositif militaire régionalisé, axé sur la lutte contre les réseaux terroristes et, de fait, l'élimination des cadres de la mouvance jihadiste.

À propos de la situation sécuritaire dans la région sahélo-saharienne, il faut noter que dix-huit mois après le déclenchement de Serval dans le nord du Mali, rien n'est réglé. L'armée malienne n'a pas réussi à tenir ses positions autour de Kidal. Les flux de ravitaillement transaériens n'ont jamais été coupés. Les groupes jihadistes sont toujours en mesure d'exercer des pressions sur les populations civiles. Le président nigérien Mahamadou Issoufou a commenté les difficultés sécuritaires en ces termes : « La situation en Libye est très favorable actuellement à la circulation d'armes de tous genres. Malheureusement, on constate que beaucoup de trafiquants d'armes, beaucoup de terroristes, beaucoup de jihadistes s'alimentent en armes à partir de la Libye notamment, à partir du Sud libyen. »

Quoi qu'il en soit, Paris a officiellement décidé d'élargir son champ d'action avec l'opération régionale Barkhane. Un nouveau nom pour un dispositif en fait assez similaire à celui qui était en place depuis fin 2013 et qui fonctionne sur le principe des vases communicants à effectif quasi-constant. À terme, 3000 hommes seront répartis entre la Mauritanie, le Mali, le Niger, le Tchad et le Burkina Faso. « Le Niger a fourni beaucoup d'efforts pour créer les conditions de la sécurité de ses frontières. On peut dire qu'aujourd'hui le Niger constitue, je crois, un rempart face aux menaces qui guettent les pays du Sahel. La lutte contre le terrorisme n'est pas terminée et je crois que c'est pour cela que la France a décidé de maintenir une certaine présence dans la région », affirme Mahamadou Issoufou.



François Hollande et Alassane Ouattara

Les défis majeurs de François Hollande sur le continent

Depuis son arrivée à la tête de la France, la politique africaine de François Hollande a été marquée par deux interventions militaires conséquentes au Mali et en Centrafrique. Si le président français entretient de bonnes relations avec la majorité de ses homologues africains, sur certains sujets, ses interventions n'ont pas échappé à quelques dérapages.

Le 13 octobre 2012, en ouverture du quatorzième sommet de la Francophonie à Kinshasa, on a remarqué la poignée de main froide et furtive échangée avec Joseph Kabila. Cette image a fait le tour du monde et a été reprise par toutes les télévisions. Tout juste élu, le

chef de l'État français est soucieux de faire comprendre à son homologue congolais qu'il ne passera pas outre la question des droits de l'homme. Mais son comportement est vécu comme une véritable humiliation et irrite les présidents africains présents dans la capitale congolaise.

À Bangui, les soldats français sont accueillis en héros en décembre 2013, alors que la Centrafrique est en plein chaos. L'intervention française évite un véritable bain de sang. Mais un malaise s'est créé dès les premières opérations de désarmement. Les soldats français ciblent les ex-rebelles de la Séléka sans anticiper les conséquences : les populations musulmanes sont immédiatement prises pour cible par les milices anti-balaka. « La

France a sous-estimé le pouvoir de nuisance des anti-balaka et a mal anticipé le niveau de haine qui parcourt de nombreuses franges de la population », a reconnu Jean-Yves Le Drian, ministre français de la Défense.

Au Mali, la politique française vis-à-vis du Mouvement national de libération de l'Azawad (MNL) n'a cessé d'irriter Bamako. Au moment de l'intervention Serval, les forces françaises participent à la conquête de Tombouctou et Gao, mais s'arrêtent à Kidal, bastion des rebellions Touaregs. Lors des récents combats de Kidal, certaines autorités maliennes n'ont pas caché leur agacement vis-à-vis de l'attentisme français.

Nestor N'Gampoula et Fiacre Kombo

NOUVEAU FORFAIT PLAQUETTES DE FREINS

À PARTIR DE
45 000 FCFA TTC

Attention faites réviser vos freins

CONTRÔLE GRATUIT
du 1^{er} juillet au 30 septembre 2014

**NO N A LA
CONTREFAÇON**

TOYOTA
PIÈCES D'ORIGINE

CFAO MOTORS CONGO
cfaogroup.com

Pointe-Noire : 13 rue Côte Matève, Tél : 05 550 63 63
Brazzaville : Bld Denis Sassou Nguesso, Tél: 05 504 93 33 / 06 665 14 39
www.cfaomotors-congo.com

TOYOTA
PIÈCES D'ORIGINE

CRISE CENTRAFRICAINE

Les acteurs priés de se remettre en cause

Des représentants de la communauté internationale (ONU et CÉÉAC), le médiateur de la crise centrafricaine, Denis Sassou N'Gusso, ainsi que la présidente de transition en République centrafricaine, Catherine Samba Panza, ont invité, ce lundi 21 juillet à Brazzaville, à l'ouverture du Forum inter centrafricain, les filles et fils de ce pays à faire taire les armes et profiter de ces assises pour créer les conditions d'une vraie réconciliation, gage d'un dialogue politique.

Avec plus de 160 participants issus de toutes les sensibilités centrafricaines, le Forum de Brazzaville auquel prennent part des représentants des anti-Balaka et des ex-Séléka, se veut, pour la communauté internationale, une opportunité offerte au peuple centrafricain de dialoguer sans a priori pour jeter les bases d'un retour définitif de la paix dans ce pays. « Tous les regards sont tournés vers Brazzaville. L'heure n'est plus aux règlements de compte ni aux calculs », a lancé le représentant du président de la commission de l'Union africaine.

En effet, première phase d'un processus de réconciliation initié par les chefs d'État de la sous-région d'Afrique centrale en marge du sommet de l'Union africaine tenu le 17 juillet à Malabo (Guinée Équatoriale), les assises de Brazzaville permettront aux protagonistes de la crise centrafricaine d'exposer leurs préoccupations



Le président Denis Sassou N'Gusso ouvrant les travaux du forum inter-centrafricain à Brazzaville

à la médiation internationale pour une sortie de crise définitive.

Des bases pour un retour à la paix et la réconciliation

Bien que difficile de définir l'issue des assises de Brazzaville, dont un accord est attendu mercredi, le plaidoyer fait par les différents intervenants à l'ouverture de ce forum ont interpellé les acteurs de la crise centrafricaine sur leur responsabilité pour parvenir à un dialogue politique qui puisse mettre fin aux hostilités. « Le déplacement des délégués à Brazzaville est un jalon vers la recherche de solutions », a précisé le représentant de la Munisca, Babacar Gaye.

Interpellant pour sa part la

conscience des uns et des autres, la présidente de transition Catherine Samba Panza, a déclaré que le moment était venu d'arrêter les hostilités, les destructions et l'enrôlement des enfants mineurs dans les rébellions. « Aujourd'hui si la paix et la sécurité tardent à être restaurées en RCA (...) c'est à cause des crimes, des violences et des violations des droits de l'homme que continuent de perpétuer les groupes armés. Il est temps de déposer les armes », a-t-elle précisé, et d'ajouter : « La concertation de Brazzaville donne une chance à la RCA de se reconstruire durablement sur de nouvelles bases ; aux Centrafricains de désarmer leurs corps de la haine et de la vengeance. »

Tirer les leçons de toutes les expériences

Face à l'abîme atteint par la Centrafrique et le défi actuel de faire taire les armes, la nécessité de construire un pays uni constitue un idéal pour la communauté internationale déterminée à poursuivre son engagement à accompagner la Centrafrique dans la voie du renouveau. « Le moment est venu de tirer les leçons de toutes les expériences passées. La décision vous revient et de plus en plus, nous ne cessons de mettre l'accent sur la nécessité pour vous de vous approprier le processus de retour à la paix, à la sécurité, à l'unité et à la réconciliation nationale », a indiqué le président congolais Denis Sassou N'Gusso, qui a

ouvert le forum en sa qualité de médiateur.

Première étape d'une série de rencontres prévues en terre centrafricaine, le forum de Brazzaville, dont la tenue a suscité quelques réticences chez certains, permet aux acteurs de la transition de poser des actes politiques majeurs pour désarmer les cœurs endurcis par la haine et la violence. « À Brazzaville, nous allons nous entendre entre nous pour jeter les bases d'un dialogue inclusif. Je suis ravi d'être là parce que l'objectif est de ramener la paix, la cohésion et la quiétude au peuple centrafricain », a souligné le coordonnateur des anti-Balakas, Patrice Edouard Ngaïssona, qui s'est dit confiant quant à l'aboutissement des assises de Brazzaville.

Selon lui, les anti-Balakas sont prêts à abandonner les armes, pourvu que la situation de mercenariat soit clairement débattue à Brazzaville en vue d'un retour définitif de la paix en RCA. Par ailleurs, tout en affichant son optimisme à l'issue de ce forum, l'archevêque de Bangui, Mgr Dieudonné Nzapalainga, pense que des engagements seront pris à Brazzaville. « J'en appelle à tous ceux qui auront à apposer leurs signatures, d'être responsables parce qu'il y a un peuple meurtri qui aspire au changement. Si on peut libérer ce peuple, il serait vainqueur », a-t-il souligné, précisant que c'est le peuple centrafricain qui est honoré à travers ce forum.

Guy-Gervais Kitina

Communiqué

Plusieurs contrefacteurs (pirates) ont été condamnés par décisions de justice pour avoir reproduit et/ou utilisé illégalement la marque Sage ou ses logiciels.

La société Sage, un des principaux éditeurs mondiaux de logiciels de gestion professionnels, porte à votre connaissance le résultat des actions en justice qu'elle a menées ces derniers mois contre des sociétés pirates.

Les dommages et intérêts et/ou amendes s'élèvent à plusieurs milliers d'euros et des peines de prison ont également été infligées.

Sage rappelle que les logiciels sont protégés par le Droit d'Auteur. Copier, distribuer, télécharger ou vendre des logiciels sans l'autorisation de l'éditeur constituent des actes de contrefaçon passibles de peines de prison et d'amendes.

Vous avez un logiciel piraté ?

Vous encourez de graves conséquences techniques, financières et juridiques. Ne prenez pas ce risque et régularisez votre situation dès à présent.

Mettez-vous en conformité avant le 20 septembre 2014. Passé cette date, Sage entreprendra les actions judiciaires nécessaires pour faire respecter ses droits.

Pour plus d'information, contactez votre revendeur local :

- MTI : 06 629 11 68 / 05 553 16 10
- SOFTWARE SOLUTIONS : 05 301 00 19 / 05 301 93 68



**Académie
Régionale
KPMG
Afrique Francophone subsaharienne**

Appel à candidature

Jeunes diplômé(e)s de l'enseignement supérieur (BAC+4, Bac+5),
Vous êtes à la recherche d'un emploi ou souhaitez vous orienter vers les métiers de la comptabilité, du contrôle et de l'audit.
Alors, votre candidature nous intéresse.

Dans le cadre du lancement de notre **Académie Régionale KPMG Afrique Francophone subsaharienne**, nous offrons la possibilité de participer à une formation qualifiante réalisée en association avec le CNAM/INTEC Paris et l'INPHB.

Ce programme innovant d'une durée de 16 mois vous permettra d'obtenir un diplôme, le **Certificat de qualification professionnelle délivré par KPMG, l'INTEC et l'INP-HB** et de pouvoir intégrer le réseau régional KPMG, un cabinet d'audit ou la direction financière d'une grande entreprise.

Si vous êtes intéressé(e), merci de déposer, au plus tard le 05 août 2014 à 18 heures, une lettre de motivation et un curriculum vitae accompagnés des copies certifiées des diplômes obtenus et des relevés de notes :

1. sous pli fermé portant la mention « Candidat Académie KPMG » adressé à
Auditeurs Associés en Afrique - KPMG CI,
6^{ème} étage de l'immeuble Woodin Center
Avenue Noguès, Plateau
Tél. : (225) 20 22 57 53
ou
2. par courrier électronique à l'adresse suivante :
academiekpmg-abidjan@kpmg.ci

Il est important de nous adresser un dossier complet afin que votre inscription soit prise en compte.

Pour toute information complémentaire sur les conditions et modalités d'inscription, n'hésitez pas à nous contacter.

le cnam
école management & société

Intec



PROGRAMME RELATIF AUX OBSÈQUES D'ALPHONSE POPOSSI MANZIMBA

Mercredi 23 juillet 2014

- 8H30 Levée de corps à la morgue municipale
- 9H00 Recueillement au domicile familial sis au 104 rue Bangala à Poto Poto
- 11H30 Départ pour la basilique Ste Anne du Congo
- 12H00 Début de la messe de réquiem
- 13H30 Départ pour le cimetière du centre-ville
- 14H00 Inhumation
- 14H30 Retour au lieu de la veillée
- 15H30 Fin de la cérémonie



AVIS DE RECRUTEMENT

Les services d'Aime Blaise Recrute des enseignants intelligents au préscolaire, au primaire, au collège et aux lycées général et technique.
Motif : élargissement de site. Rémunération conséquente
Disposition pratique : remplir la fiche de candidature au bureau des candidatures, sis 56 bis rue Mpangala Ouenze sur l'avenue Boueta-Mbongo.
Tél : 06 911 10 10

EPEX EQUIPEMENTS.SA

Nouveau centre ville Brazzaville, Bureaux entièrement équipés (Clim, WI FI) accueil, réception, permanence téléphonique.
Cellule de 30m² ou 50m²
Mise à disposition salles d'attente et réunion.
Service personnalisé possible. Durée 6 mois minimum à 3 ans.
Tarif sur demande 06 834 58 83E-mail.epex1951@gmail.com
Tél. +242 06 834 58 83 / +242 06 604 44 33
BP.444 Brazzaville Congo

IN MEMORIAM

Il y a un an, plus exactement le 4 juillet 2013, il a plu au Seigneur qui nous l'a donné, de rappeler à lui notre père, frère, ami le colonel Jean François Faustin Eckomband.
En ce jour de triste anniversaire, Rosalie, les familles Eckomband et Oboa prient tous ceux qui l'ont connu et aimé d'avoir une pensée pieuse pour lui.
Que Dieu bénisse et protège son âme !



NÉCROLOGIE

Ida Ntsiba, agent des Dépêches de Brazzaville, Mme Mouindo Jean née Bernadette Ngandzi, les enfants et petits enfants Mouindo, les familles Miéré, Ngolo et Ntsiba ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances le décès de leur époux, père, grand père, beau fils et beau frère Jean Mouindo, survenu le vendredi 18 juillet au CHU de Brazzaville.
La veillée mortuaire se tient au domicile du défunt dans la rue Linengue n° 6 à Kombo « arrêt casis ».
La date de l'inhumation et le programme des obsèques leurs seront communiqué ultérieurement.



PROGRAMME DES OBSÈQUES D'ETIENNE PATRICK BALLOUD

Mardi 22 juillet :

- 9h00 : levée du corps à la morgue municipale à de Brazzaville
- 11h00 : recueillement et prière au domicile familiale n° 13 rue Mongo à Poto-Poto;
- 13h00 : départ pour le cimetière privé Bouka;
- 17h00 : fin de cérémonie



Programme relatif aux obsèques de Noël Ntsiba « Ya Beaudos »

Mercredi 23 juillet :

- 10 h00 : levée du corps à la morgue municipale de Brazzaville ;
- 10h30 : recueillement au domicile familial n°2 rue Bandza Poto-Poto ;
- 12h00 : mot du chef de famille ;
- 14h00 : départ pour le cimetière Ma Campagne ;
- 16h0 : remerciement et fin de cérémonie.



ASSOCIATION ARTISTE EN HERBE

Les enfants livrent un spectacle pathétique

Ce concert donné par les enfants des orphelinats Cœur Immaculé de Marie ; Joseph Gaston et Nazareth, le samedi 19 juillet dernier à l'hôtel Mikhael's de Brazzaville, s'inscrit dans le cadre des productions annuelles organisées par l'association Artiste en herbe.

Très pathétiques, ces enfants venus des différents orphelinats ont livré un concert sans complexe devant un public multicolore. Ce spectacle a été organisé pour clore l'année scolaire d'une manière plus spectaculaire. Une manière de permettre à ces enfants d'exploser devant le public à près de neuf mois de cours. En effet, depuis deux ans que ce projet a été lancé, les enfants se produisent deux fois par an. Le premier concert est celui de

Noël et le second intervient en fin d'année. Pour celui-ci, les enfants de l'orphelinat Cœur Immaculé de Marie ont été accompagnés par leurs encadreurs.

Les enfants eux-mêmes se sont montrés intéressés par cette prestation qui prouvent qu'ils ont bien assimilé leurs cours de chant. D'ailleurs, la plupart des chansons sont leurs propres compositions. Une fille d'environ douze ans a cependant ébloui en interprétant la chanson Manzil-Manzil et Nakeyi Nairobi de Mbilia Bel. Les enfants de l'orphelinat Saint Joseph, ont été très brillants avec l'interprétation de la chanson Bana ya Congo de Jacques Loubelo.

We are the word

Le moment le plus pathétique c'est lorsque tous les enfants des orphelinats se sont réunis pour interpréter, en lingala, la très célèbre chanson We are the word.

« Ce spectacle a été un moyen pour nous de leur donner une nouvelle espérance ; qu'ils puissent présenter leurs compositions au public, que le public puisse redécouvrir Artiste en herbes ; qu'il puisse voir le niveau que les enfants ont atteint, deux ans après le lancement du projet. Nous remarquons que beaucoup d'expatriés viennent à nos spectacles alors que le public congolais ne vient pas assez, c'est dommage », a précisé Vertu Ophélie Boudimbou, l'une des responsables de l'association Artiste en herbe.

Annonçant la sortie d'un premier album de l'association Artiste en herbe, intitulé Hymne à la joie, Vertu Ophélie Boudimbou a précisé que l'opus qui contient six titres subit un premier mixage. D'où son appel aux personnes de bonne volonté pour soutenir la production de cet opus.

La rentrée pour ces artistes en herbe est prévue pour septembre prochain. Elle ne concernera que les classes de chant, guitare, percussion et danses gymniques.

Bruno Okokana

MÉMORIAL PIERRE-SAVORGNAN-DE-BRAZZA

Le site a reçu la visite du Premier ministre italien

Matteo Renzi, a profité de son passage à Brazzaville pour aller s'incliner sur la tombe de Pierre Savorgnan de Brazza.



La visite du Premier ministre d'Italie au Mémorial Pierre-Savorgnan-de-Brazza

C'est sous un soleil radieux que Matteo Renzi a été accueilli, le dimanche 20 juillet, sur le perron du Mémorial Pierre-Savorgnan-de-Brazza par la directrice générale du Mémorial, Belinda Ayessa. Poignées de main et prise de photos, tel a été le premier rituel. Le principal symbole de cette journée a été la visite des lieux et du programme « L'épopée Savorgnan de Brazza : un voyage en images » dont quelques illustrations montrent l'explorateur et ses compagnons en communion avec les populations congolaises. Il s'agit-là d'une évocation épisodique des moments vécus, il y a plus de 100 ans.

Cette visite au Mémorial est la première d'un homme d'État italien. À côté des toiles, les illustrations murales ont donné l'occasion au chef de l'exécutif italien de relire l'histoire du Congo sous un nouvel angle. Une découverte dont il a couché les impressions sur le livre d'or : « Avec admiration et avec l'orgueil de l'Italie tout entière, pour un homme qui a vécu comme un humaniste en dormant la liberté, et qui a su construire l'amitié avec le peuple congolais. »

En plus de la visite des lieux, un autre temps fort a agrémenté la cérémonie : la présentation de la maquette de la construction d'un deuxième module du Mémorial Savorgnan-de-Brazza. Celui-ci, lui a-t-on expliqué, va abriter une bibliothèque, une salle des médias et une salle de conférence.

Guillaume Ondzé



Les enfants en pleine prestation

PATRIMOINE

La basilique Sainte-Anne, un joyau architectural riche d'enseignements

En plus d'être un édifice de haute portée artistique et technique, l'imposante basilique surnommée « église des mains jointes » est, à plus d'un titre, une œuvre unificatrice. La diversité des contributions à sa réussite et son emplacement au cœur de Brazzaville font de Sainte-Anne-du-Congo un authentique trait d'union dans un monde de déchirements.

L'idée de construire la basilique Sainte-Anne remonte à 1940. L'initiative des représentants de l'Église catholique avait vite rencontré l'assentiment des politiques de cette époque coloniale. Le gouverneur de l'AEF, Félix Eboué, décida du lieu où cet édifice devrait être érigé ; à la jonction des quartiers européen et indigène, qui marque la frontière entre ce qu'on appelle aujourd'hui le centre-ville et la cité africaine.

Mais, la réalisation d'un tel projet en pleine guerre mondiale n'était pas chose aisée. Il fallait des financements. Un livre d'or fut donc ouvert pour la collecte des fonds. Les populations indigènes et les cadres coloniaux exerçant à Brazzaville seront mis à contribution. Ils s'y donnent à cœur joie. Le gouverneur Bayardelle, le général Laminat, le médecin général Adolphe Sicé et le général Leclerc, emboîtèrent le pas. Mais toutes ces contributions étaient loin d'être suffisantes. Même les apports étrangers, par le

vicaire apostolique de Dakar, Monseigneur Lefèvre, son Altesse Royale le comte de Paris, le roi Mohammed V et l'empereur d'Éthiopie, cités parmi les hautes personnalités à mettre la main à la pâte, ne suffisaient pas. À l'occasion de l'inauguration du stade Félix Eboué en 1944, le général De Gaulle faisait un don de 800.000 Francs au projet.

Pour sa mise en œuvre, les responsables de l'Église catholique de Brazzaville avaient pensé à un architecte inspiré du style égyptien et qui était basé à Léopoldville (actuelle Kinshasa). Faute de diligence, ils se sont retournés vers un architecte qui venait d'arriver à Brazzaville, avec les troupes françaises : Roger Lelievre dit Errel, de son nom de guerre. Dès que le projet lui fut soumis, il prit une feuille de papier, le crayon et dessina le plan de la basilique auquel était associé un stade et un presbytère.

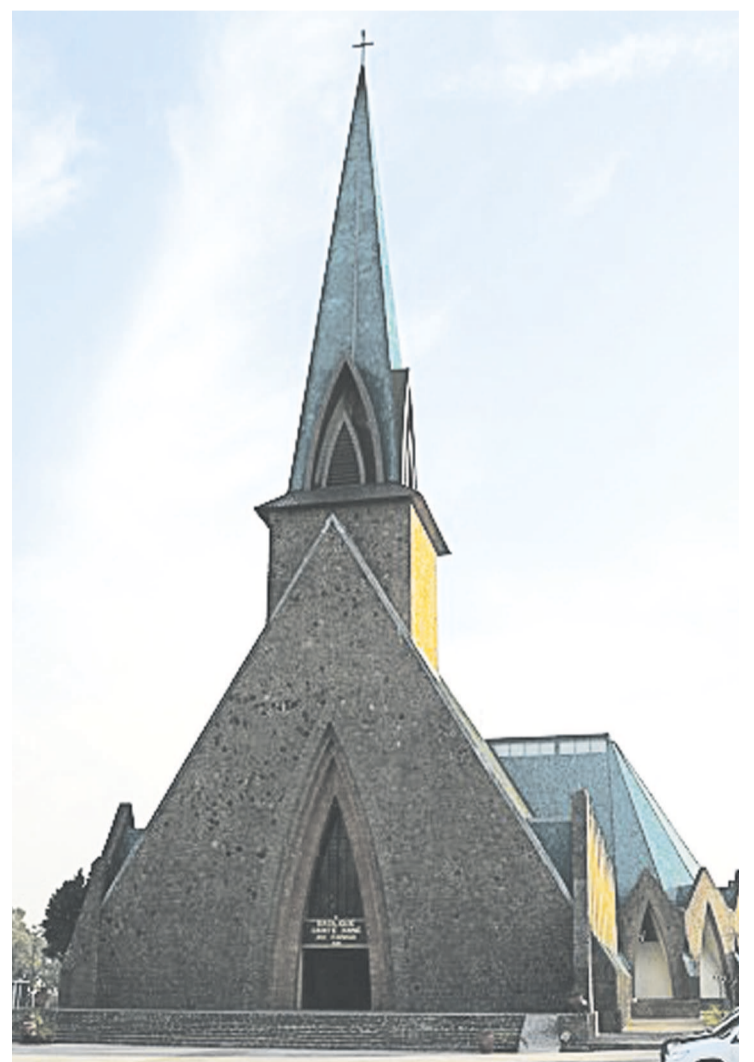
Il fallait, toutefois, pour ériger le vaisseau de Sainte-Anne, une main d'œuvre qualifiée. Cette expertise sera apportée par des Italiens assignés à Brazzaville du fait de la guerre. L'un d'entre eux, monsieur Gramignan, accepta de participer au projet. Le père Paul Fourmont, bâtisseur de la paroisse de Makoua, s'engagea pour la fabrication des briques à base de la pierre tirée du gré abondant aux bords du Djoué. Ces matériaux seront utili-

sés pour la construction, l'embellissement des assises, la façade et les arcs boutants. Des tuiles en céramique fabriquées à Aix-en-Provence en France permirent de couvrir le toit.

La décoration du lieu de culte sera confiée aux artistes congolais dont Benoit Konongo. Les portes ont été décorées, ornées d'illustrations bibliques en cuivre battu qui sont l'œuvre de graveurs congolais regroupés par l'entrepreneur Côme Miektila. Gravés en bois de fer sculpté, les crucifix sont comptés parmi les éléments de décoration, tout comme les statues de Sainte-Anne, de la Sainte-Vierge-Marie, de Saint-Joseph et de la Sainte-Thérèse. La basilique Sainte-Anne dite « église des mains jointes » est une bâtisse dont le toit représente une pirogue renversée.

Inaugurée le 1er novembre 1949, la basilique Sainte-Anne du Congo a été construite de 1943 à 1951, grâce au génie créateur d'Errel. Le 28 juillet 2013 ce monument, restauré entre temps, célébrait ses 70 ans. Avec son clocher culminant à 85 mètres et ses 22 mètres de hauteur sous voûte, la basilique fascine toujours et mérite de s'ouvrir davantage aux visiteurs. Nous y reviendrons.

Thierry Nougou,
en partenariat avec la Direction générale du patrimoine et des archives



La basilique Sainte-Anne du Congo

CRÉDIBILITÉ DES ÉLECTIONS

La Céni forme des préposés à la collecte de données

L'option admise en prévision des élections urbaines, municipales et locales vise la fiabilisation du fichier électoral et la mise en place d'une cartographie opérationnelle stable.

Le rapporteur adjoint de la Commission électorale nationale indépendante (Céni), le Pr Onésime Kukatula Falash a officiellement lancé, le 14 juillet, à Moanda dans le Bas-Congo la session de formation des préposés à la collecte des données pour l'aire opérationnelle 2 (AO2) de cette institution. Ces agents formés ont, a-t-il noté, un rôle essentiel et de premier plan dans l'opération de fiabilisation du fichier électoral et de stabilisation des cartographies opérationnelles. « Leur formation est très déterminante pour l'efficacité de l'opération en cours dans l'AO2 », a expliqué le rapporteur adjoint de la Céni, lors du lancement de cette session.

Il s'est également agi, pour le rapporteur adjoint de la Céni, en sa qualité de superviseur des activités de formation au sein de l'institution électorale de la RDC, d'inspecter l'organisation de cette formation dans les différents sites parsemés à travers la province du Bas-Congo. Pendant les six jours de son périple bas-congolais, Onésime Kukatula a inspecté

les sites de Moanda, de Boma, de Lukula, de Tshela, de Seke-Banza, de Matadi, de Kimpese, de Mbanza-Ngungu, de Kisantu et de Kasangalu.

L'apport des autorités politico-administratives

À toutes ces étapes de son parcours, le Pr Onésime Kukatula a rencontré les agents de la Céni, les personnels en formation ainsi que les autorités politico-administratives, les responsables de l'armée, des services de sécurité et de la police. Le rapporteur adjoint de la Céni a expliqué à ses interlocuteurs l'importance de cette formation et ce que la Céni attend des personnes formées ainsi que des toutes ces autorités. « La présente session de formation, comme du reste toutes celles qui s'ouvrent sur l'ensemble de la République, s'inscrit dans une dynamique visant à offrir au peuple congolais des élections vues comme une fête et non comme une période de vives tensions », a-t-il expliqué. Pour le rapporteur adjoint de la Céni, en effet, l'objectif poursuivi par cette session de formation est de permettre à cette institution de répondre à la préoccupation d'offrir aux Congolais un processus électoral de qualité ayant une vision participative et mettant toutes les parties prenantes



Onésime Kukatula dans une salle de formation/Photo Pico

à profit. Dans ses explications, le Pr Onésime Kukatula a souligné la volonté de la Céni d'organiser des élections crédibles avec la participation de la majorité de la population. À l'en croire parmi les attentes de la Céni des personnes formées, il y a la production d'un fichier électoral où le taux d'omission sera réduit et qui va donner le nombre exact des populations de différentes juridictions, le rapprochement des bureaux de vote de la population et l'annihilation du taux de bureaux fictifs, etc. « Nous avons tenu compte des préoccupations exprimées lors des élections de 2005 et de 2011 au cours desquelles les populations étaient obligées de parcourir de longues distances pour aller voter », a expliqué Onésime

Kukatula.

On note qu'à l'issue de cette session, six mille sept cent quatre-vingt-treize candidats sélectionnés dans l'ensemble de la RDC seront dotés des connaissances indispensables en termes de collecte des données. « C'est ici l'occasion d'appeler spécialement les quatre cent sept candidats sélectionnés dans le Bas-Congo dont trente-huit à Moanda au sens d'abnégation et de patriotisme pour mettre à profit ce temps de formation et de les exhorter à utiliser à des fins électorales le matériel qui sera mis à leur disposition au regard de la sensibilité de leur travail », a noté Onésime Kukatula, lors du lancement de cette session de formation.

Partout où il est passé, le rappor-

teur adjoint de la Céni a exhorté les autorités politico-administratives, militaires et de services de sécurité, à encadrer ces agents de la Céni dans leur travail sur le terrain et de sensibiliser la population en vue de faciliter la tâche à ces préposés. Le superviseur des activités de formation à la Céni a également insisté sur la qualité des matériels qui seront déployés pour la réalisation de cette tâche. Aux préposés à la collecte de données, il a demandé de n'utiliser ces équipements que pour des fins électorales. De leur côté toutes les autorités rencontrées ont répondu positivement aux sollicitations de la Céni. Elles ont promis d'apporter leur assistance à ces agents et de s'impliquer à la sensibilisation de la population afin d'avoir des élections crédibles.

C'est en prévision des élections urbaines, municipales et locales que la Céni a initié au début de l'année, l'opération de fiabilisation du fichier électoral et stabilisation de la cartographie opérationnelle en vue d'améliorer la crédibilité du processus électoral congolais. A la suite de la phase pilote organisée dans l'Aire opérationnelle 1, une évaluation à mi-parcours a permis de dégager les faiblesses afin d'améliorer ladite opération.

Lucien Dianzenza

ÉLECTIONS DE 2016

La majorité présidentielle tient à se maintenir au pouvoir

Le «camp kabiliste» estime que le projet de société qui est le sien est le seul capable d'amener la République démocratique du Congo au stade d'un État émergent.

« La majorité estime que le projet de société qui est le sien, c'est le meilleur pour la révolution de la modernité destinée à amener la République démocratique du Congo au stade d'un État émergent ». Ces propos du président de l'Assemblée nationale tenus le 17 juillet devant un parterre des journalistes traduisent la volonté de la majorité présidentielle à être aux commandes de la République au-delà de 2016. Dans son intervention médiatique, Aubin Minaku n'est pas allé par le dos de la cuillère pour réaffirmer l'engagement de la famille politique du chef de l'État à réitérer l'exploit de 2006 et de 2011. Tout est mis en œuvre pour que l'actuelle majorité au pouvoir puisse tenir le gouvernail du pays après les scrutins de 2016, a déclaré Aubin Minaku tout en se gardant de ne pas dévoiler le nom du futur candidat à la présidentielle qu'aura à soutenir son camp politique. « Le président Joseph Kabila a été réélu en 2011. Il est en plein mandat en train de se battre pour trouver les moyens, les dispatcher correctement et aider le peuple congolais à aller de l'avant, notamment à travers ce que nous avons vécu il y a quelques heures, le parc agricole de Bukanga Lonzo. Au-delà de ce parc dans la province du Kwango, il s'est décidé à étendre les parcs sur toute l'étendue



Le président de l'Assemblée nationale, Aubin Minaku

de la République. Il est en train d'exercer son mandat. Il n'a même pas encore consommé 60% de son mandat. Et donc, pour nous, la majorité, ce n'est pas le moment de commencer à poser des questions sur le futur candidat », a dit Aubin Minaku. Très confiant par rapport à l'avenir, il a indiqué que la famille politique du chef de l'État conservera le pouvoir selon le standard international de toute démocratie. S'il y a lieu de modifier quelques dispositions de la Constitution devenue anachronique de 2006 afin de la conformer aux réalités sociologiques de l'heure, il n'y voit aucun inconvénient. Pour toute question majeure nécessitant une modification des lois de la République, a-t-il fait savoir, la sanction soit du congrès, soit du peuple par voie référendaire s'impose conformément à l'article 218 de la Constitution. Cette disposition, a-t-il ajouté,

définit la procédure de révision constitutionnelle que la majorité entend respecter à la lettre. Rien d'anormal donc que de chercher à réviser la Constitution parce qu'elle dit « vous pouvez me toucher mais en respectant l'article 218 », a commenté Aubin Minaku. Et le président de l'Assemblée de tourner en dérision la formule « Ne touche pas à ma Constitution » chère à l'opposition, selon lui, mal pensée. « Nous devons savoir conjuguer la démocratie avec l'impérieuse nécessité de sauvegarder l'intégrité territoriale et l'unité nationale », a-t-il ajouté.

Venant d'une voix autorisée de la majorité, il y a lieu d'affirmer que le camp présidentiel n'a jamais renoncé à son projet de revoir certaines dispositions de la Constitution et cela pourrait se faire au cours de la session ordinaire de septembre. « Nous allons respecter la Constitution du 1er au dernier article. Ce respect signifie notamment le respect de sa procédure de révision », a déclaré le président de la chambre basse. Quant au calendrier électoral proposé par la Commission électorale nationale indépendante (Céni), Aubin Minaku a indiqué qu'il n'entraîne nullement dans l'intention de la majorité de sanctionner les hypothèses et prévisions avancées par l'institution électorale. « Personne n'a le pouvoir de corriger ou de sanctionner le calendrier proposé par la Céni », a-t-il conclu.

Alain Diasso

SANTÉ

Une centaine de femmes opérées gratuitement

Cent femmes sont bénéficiaires de cette initiative salubre de l'Église Kimbanguiste.

Les femmes qui ont bénéficié des interventions chirurgicales ont été opérées gratuitement des maladies telles que l'appendicite, le myome et le kyste ovarien. Grâce à ces interventions chirurgicales gratuites, l'Église Kimbanguiste a pu sauver ces femmes malades. Cependant, il faut reconnaître que cette action n'était pas qu'une partie de plaisir. Les médecins ont buté à plusieurs difficultés d'ordre financier, matériel et logistique. « Nous étions dépassés par notre capacité d'accueil, il n'y avait pas assez de lits pour garder toutes les femmes opérées. Il y avait un problème d'argent pour les kits opératoires de toutes ces femmes, un problème de matériel aussi », reconnaît le responsable du Centre hospitalier kimbanguiste, le Dr Moïse Lelo. Cette campagne d'opération gratuite a ciblé les femmes dont l'âge varie entre 12 et 62 ans. C'est la tranche d'âge comprise entre 25 et 45 ans qui a présenté le plus grand nombre de cas. Cette action de l'Église Kimbanguiste a fait du tabac. Il y a eu beaucoup de femmes qui sont venues même des provinces du Bas-Congo et Bandundu pour se faire opérer gratuitement. Conséquence : l'hôpital a été débordé. D'où l'appel du Dr Moïse Lelo : « Nous lançons un appel à toutes les personnes de bonne volonté, parce que ces femmes ne peuvent pas rentrer comme ça avec des cas majeurs comme la myomectomie. Il y a d'autres qui ont fait 7 sept voire 9 ans avec leur maladie. Ce qui met en danger leur vie. » À travers cette action humanitaire, l'Église Kimbanguiste a voulu tout simplement aider la population pauvre à se faire soigner car il faut reconnaître que se faire opérer aujourd'hui n'est pas à la portée de tout le monde. Lors de cette campagne, les malades ont seulement payé 30 dollars pour les examens dont l'échographie et ensuite elles doivent acheter les médicaments à prendre après l'opération.

Aline Nzuzi

PROCESSUS ÉLECTORAL

Tony Bolamba met à nu les incohérences de l'opposition

Le président du Moco croit à son potentiel et est convaincu que si les élections sont réellement crédibles et transparentes, il aura gain de cause.

En séjour à Kinshasa, le leader du Mouvement pour le Congo (Moco) est de nouveau monté au créneau pour livrer ses réflexions en rapport avec les enjeux majeurs de la vie politique nationale. Se livrant aux *Dépêches de Brazzaville*, Tony Bolamba est resté constant dans son discours surtout vis-à-vis d'une opposition politique qui, chaque jour, se disqualifie davantage auprès d'une opinion publique de plus en plus critique. La dernière bévue de cette opposition aux abois, c'est sa pétition adressée à Barak Obama, aux membres du Conseil de sécurité et à son secrétaire général visant à solliciter des mesures d'isolement à l'encontre de Joseph Kabila et sa mise en accusation devant la Cour pénale internationale pour crime contre l'humanité.

Tony Bolamba reste très dubitatif vis-à-vis de cette démarche initiée par l'UNC, l'UDPS, l'Écidé et d'autres partis politiques alliés auprès de la CPI en raison du caractère très controversé de cette juridiction internationale. Une Cour qui ne lui inspire pas confiance et pour laquelle il ne cesse de plai-

der en faveur de sa suppression pure et simple. « *Nous, Congolais, nous sommes déjà victimes de cette Cour* », fait-il remarquer faisant allusion à l'arrestation, dans des conditions plus ou moins arbitraires, de Jean Pierre Bemba par les autorités belges jusqu'à son transfert à la CPI. « *Si vous regardez bien, à la CPI il n'y a que des prisonniers africains et d'Europe de l'Est* », note-t-il. Il regrette que certains opposants à Joseph Kabila puissent se comporter comme des activistes et qu'à chaque fois qu'il y a un problème juridique pouvant être réglé en interne, ils recourent à la CPI. Poussant la réflexion plus loin, Tony Bolamba fait observer que la CPI n'arrête pas seulement que les auteurs, mais aussi les coauteurs. « *Si les crimes dont ils portent plainte contre le chef de l'État s'avèrent vrais devant la Cour, les coauteurs seront aussi arrêtés* », dit-il. Dans le cas d'espèce, les anciens lieutenants de Joseph Kabila ayant basculé dans l'opposition se verront ainsi rattrapés par l'histoire, à leur corps défendant.

Une pure distraction

Scrutant le passé, Tony Bolamba exhume un fait historique, en l'occurrence, la pendaison de Kimba, Anani et autres sur le site

qui abrite aujourd'hui le stade des Martyrs. Ceux qui avaient cautionné cette barbarie devront, par devoir de mémoire, rendre compte pour le besoin de l'histoire et des générations à venir. Le ministre de la Justice de l'époque, a-t-il fait savoir, devra s'expliquer pour que la conscience historique soit restaurée. « *Je sollicite la révision de cette condamnation comme on a fait avec le procès Kimbangu. Il sera question, soit de réhabiliter les victimes, soit de confirmer leur condamnation et, dans cette hypothèse, l'État congolais sera contraint d'indemniser les familles des disparus* », a indiqué Tony Bolamba qui enfonce le clou en ces termes : « *Je suis pour la justice, pour une vraie justice* ».

Concernant la plainte de l'opposition contre l'abbé Apollinaire Malu Malu qu'elle voudrait voir rendre le tablier, Tony Bolamba note que les membres de cette famille politique siègent au sein de l'institution électorale. « *Qu'ils retirent d'abord leurs délégués avant de porter plainte. On ne peut pas porter plainte et continuer à garder ses représentants à la Céni* », a-t-il déclaré. Tout, a-t-il ajouté, se passe comme si les opposants frondeurs portaient plainte contre eux-mêmes puisqu'ils continuent de siéger à la Céni. C'est un non-

sens, conclut-il. Commentant les dernières frictions au sein de l'opposition républicaine sur fond de reniement manifesté contre Léon Kengo wa Dondo, Tony Bolamba trouve en ces retournements une distraction tendant à détourner l'opinion des vrais enjeux. « *Nous et nos amis du Moco, nous sommes plutôt focalisés sur les préparatifs des élections* », dit-il. Cette fois-ci, le Moco ne veut pas rater le coach comme en 2006 et en 2011. L'association met toutes les chances de son côté et sera présente à tous les niveaux des scrutins. Les motivations sont légittimes : « *La situation du pays est très grave. La population vit dans le dénouement le plus total. Il faudrait que nous ayons un pouvoir solide renforcé par les textes, par les hommes nouveaux qui peuvent apporter un nouveau souffle pour le bien de la population. Nous estimons que nous faisons partie de ces hommes* », explique ce leader associatif.

Confirmer l'actuel exécutif

Tony Bolamba croit à son potentiel. Il sait que si les élections sont réellement crédibles et transparentes, il aura gain de cause. Il sait qu'il a un électorat certain et que la population l'écoute de plus en plus. Justifiant le report de la sor-

tie officielle que devrait effectuer le Moco à fin juin, il a évoqué les contraintes du calendrier au moment où des agendas, à l'échelle universelle, s'enchevêtrent avec notamment le sommet USA-Afrique au mois d'août. Il promet qu'à la rentrée, au mois de septembre, tous les responsables du Moco pourront se retrouver à Kinshasa et que cette manifestation pourra enfin se tenir.

Sur le gouvernement de cohésion nationale, Tony Bolamba ne va pas par le dos de la cuillère et propose, à défaut de tenir cet engagement, de confirmer l'actuel exécutif qui a déjà présenté son plan d'action devant les deux chambres du Parlement, question de gagner du temps. « *On ne peut pas continuer à vivre indéfiniment dans le provisoire et dans l'informel dans ce pays* », a-t-il ajouté. Plaçant un mot sur le projet de construction des parcs agroindustriels sur toute l'étendue du pays, le président du Moco apprécie cette projection tout en émettant ses vœux de pleine réussite. « *Si le projet tient la route, ce n'est pas impossible que nous puissions atteindre les objectifs fixés. Mais attendons voir comment tout cela va évoluer* », a-t-il conclu.

Alain Diasso

ARRÊT DE TRAVAIL À LA SNCC

Délégation syndicale et travailleurs se rencontrent ce 22 juillet à Lubumbashi

La signature solennelle du « Pacte social » intervenue le week-end à l'Hôtel du gouvernement constitue une étape importante avant la reprise supposée du travail à la Société nationale de chemin de fer du Congo (SNCC) qui devrait être décidée lors d'une rencontre prévue pour ce 22 juillet entre la délégation syndicale et les travailleurs.

Rien ne sera décidé depuis Kinshasa où le gouvernement et la délégation syndicale ont signé solennellement un « Pacte social » pour tenter de désamorcer une crise qui n'a que trop duré pour une société qui est l'une des rares à bénéficier des financements dans le cadre de la mise en oeuvre de son plan de redressement. En effet, les agents du géant des transports ont débrayé depuis un certain temps, et les discussions semblaient jusque-là au point mort. Aussi le gouvernement voit-il à travers le « Pacte social » un engagement commun fort « *à vouloir rationaliser la mentalité financière et logistique* ». Au-delà, le Premier ministre, Augustin Matata Ponyo, s'est dit convaincu qu'avec cette étape franchie, la SNCC met désormais le cap vers les progrès. Pour donner tout son poids historique à cet événement, la cérémonie de signature du « Pacte social » a eu lieu en présence, d'une part, des ministres du Portefeuille, des Transports et des Finances ainsi que le président de l'Assemblée provinciale du Katanga (du côté officiel) et, d'autre part, du président du conseil d'administration, du directeur général ainsi que de la délégation syndicale de la SNCC. Cette société commerciale occupe une place importante dans le cadre des politiques en cours pour redresser le secteur des transports en RDC. Cependant, la SNCC est présentée comme la colonne vertébrale du pays du fait de sa capacité à relier sept provinces sur onze de la RDC grâce à un important réseau ferroviaire. Lidée, selon Au-

gustin Matata, est de faire de la SNCC une société simplement « normale ». « *Le Pacte social n'est pas un marché des dupes. Il cimenter notre engagement. C'est ainsi que la délégation syndicale et l'ensemble des agents doivent compter sur le soutien total du gouvernement* », a dit le Premier ministre. Après cet acte solennel, la délégation syndicale devra rentrer au siège de la société, à Lubumbashi, pour consulter la base. Parmi les arguments de Matata Ponyo pour désamorcer la crise, il y a, par exemple, la dotation de dix locomotives sur fonds propres du gouvernement, en dehors de dix autres financées par la Banque mondiale. « *C'est pourquoi ce Pacte social cimenter cet engagement commun; tous ces efforts sont des véritables convergences. Le projet est donc au profit de la Nation et des Congolais qui ont envie de voir la SNCC renaître* », a déclaré le chef du gouvernement. Dans sa réplique, la délégation syndicale a réitéré l'intérêt de préserver ce « Pacte social » qui a l'avantage de constituer un engagement commun en faveur du bien-être des cadres et agents de la SNCC. Cependant, l'appel à la reprise du travail ne partira pas de Kinshasa mais il devra être le fruit des discussions avec la base. Toutefois, si les syndicalistes se disent attachés à la bonne gestion des acquis financiers et matériels de la société, par contre ils ont mis en exergue les maux qui rongent la SNCC, notamment les antivauteurs, la mauvaise gestion, les détournements des biens et autres malversations financières.

Du côté de l'Assemblée provinciale du Katanga, l'on espère que ce « Pacte social » ouvrira la voie à des perspectives plus heureuses pour la SNCC. Désormais le temps des grèves intempestives est révolu. « *Nous irons à travers tous les réseaux pour sensibiliser sur cette reprise afin de fructifier les recettes* », a insisté son président, Gabriel Kyungu wa Kumwanza.

Laurent Essolomwa

INTERVIEW

Joss Diena : « Plan B sera sur le marché avant la fin de l'année »

Rencontré aux funérailles du chroniqueur et opérateur culturel Clovis Sombete Issa, le 20 juillet, l'artiste musicien a fait une confidence aux Dépêches de Brazzaville. En exclusivité, il a annoncé la préparation d'un mini album, une œuvre qu'il réalise en parallèle de Sixième sens Quiento, un opus attendu depuis décembre dernier. Cet album devait être le deuxième de sa carrière solo après son départ du Quartier Latin. Un nouveau tournant marqué par la sortie de Vitrine dont les titres Cri du cœur et Les Paroles avaient obtenu du succès auprès des mélomanes.

Les Dépêches de Brazzaville : Un nouvel album de vous était attendu en décembre. Depuis, il n'y a pas



Joss Diena

eu d'écho. Peut-on savoir ce qu'il en est, vu que vous êtes rare dans les médias ?

Joss Diena : L'artiste doit être bien inspiré pour donner le meilleur. S'il ne l'est pas, cela ne sert à rien de passer sur les médias sinon ce serait juste pour paraître et rien de plus. Je suis en pleine préparation d'un autre album. Je vais vous le dire en exclusivité parce que vous avez voulu savoir où j'en suis, mais j'en dirais un peu plus progressivement dans les jours à venir.

LDB : Peut-on tout de même savoir brièvement de quoi il s'agit ?

JD : Il n'est de secret pour personne, car je l'avais déjà annoncé, je travaillais sur l'album Sixième sens Quiento. Mais d'ici là, puisque je vous le dit, ce n'est plus un secret non plus, nous allons sortir un mini album avant Sixième sens, il contiendra dix titres. Quant au mini album, il en aura juste la moitié, soit cinq. Il s'intitule Plan B et sera sur le marché avant la fin de l'année.

LDB : Pouvez-vous nous dire un peu plus sur Plan B ?

JD : J'y ai mis d'assez bonnes choses. J'ai fait une sorte de rétrospective de mes œuvres antérieures à l'instar du fameux « *Ah, mokili yango liboma eh, eh... !* ».

LDB : Que signifie donc le titre Plan B ?

JD : Je n'en dirai pas plus. Vous le saurez à sa sortie.

Propos recueillis par Nioni Masela

TROISIÈME CONFÉRENCE FSC

Soixante-deux participants subventionnés 004 et 005 en conférence à Caritas/Kinshasa

Le Fonds société civile pour la bonne gouvernance a lancé le 8 juillet la 3e conférence d'échange des expériences et des meilleures pratiques des partenaires des appels 004 et 005.

Cette conférence réunit les représentants des organisations de la société civile financées par le FSC sur les appels 004 et 005 afin de partager les expériences acquises dans la mise en œuvre de leurs projets et s'inspirer aussi de l'expérience des autres. À cet effet, des travaux en groupe seront organisés sur des thèmes précis afin de permettre aux acteurs de la société civile de partager les stratégies et les méthodologies d'action et donc de se renforcer. Les participants ont identifié des astuces ou des stratégies à adopter afin d'améliorer l'efficacité de leurs projets de promotion de bonne gouvernance dans le secteur de l'éducation, de la santé, des mines, du budget participatif, de l'eau et de l'électricité. Kabeya Shambuyi de la LIZADEEL, une organisation qui travaille en consortium pour la promotion du genre dans la province de l'Équateur, voudrait voir avec les autres participants par rapport aux difficultés rencontrées comment ils les ont surmontées. « Par exemple en ce qui concerne l'accès aux droits sociaux économiques des femmes à travers la sensibilisation, l'organisation des tribunes populaires, l'organisation des émissions audiovisuelles et la formation. Mais aussi les actions de lobbying et de plaidoyer ». Prisca Kikwaya, de CAAPTUJITEGEMENE

organisation partenaire de l'appel 004 dans le Nord-Kivu, trouve en ces assises une opportunité pour « partager ce que nous avons mis en pratique pendant l'exécution du projet. Nous avons accompagné un plaidoyer pour la réhabilitation et l'en-



tretien des routes dans les trois territoires au Nord-Kivu. Nous comptons partager avec les autres participants nos acquis et les difficultés rencontrées. Par exemple, Nous avons obtenu des résultats à travers des cadres de concertation que nous avons mis en place. Les axes routiers Kobo-Kobo, Ngungu et Matanda-Masisi centre ont été réhabilités dans le territoire de Masisi. C'est vraiment un résultat dont nous sommes fiers. »

Gisèle Fuakuanzo du REFEDEF-CRAP d'appel 005 Kasai Occidental d'ajouter :

« Nous avons aussi une expérience à partager avec les autres. La manière dont nous avons impliqué les autorités locales dans notre projet. Elles étaient présentes lors de l'élaboration des textes pour le changement des politiques dans

autorités influentes, nous avons gagné en temps. Nous n'avons pas eu à faire trop d'acrobatie. »

Le FSC a collecté les leçons apprises qui seront publiées dans un document. Ces leçons portent sur les meilleures approches et stratégies utilisées, les difficultés rencontrées, les moyens de les surmonter et sur les effets/résultats de changement palpables et évidents des projets. Les thèmes sur la redevabilité des gouvernants, l'utilisation des médias, les coalitions pour le plaidoyer, les stratégies de lobbying et de plaidoyer, le travail en consortium ont été débattus.

La conférence vise également à promouvoir des synergies entre les organisations de la société civile qui travaillent sur la même thématique. Tito Farias directeur du Fonds société civile pour la bonne gouvernance indique que « si vous formez un réseau de plaidoyer qui œuvre de concert, vous aurez plus de facilité à atteindre votre objectif de changement. » Les participants à la conférence ont des attentes précises et multiples et le partage d'expériences devrait être un moment à la fois intense et intéressant. Cette conférence du 08 au 11 juin 2014 regroupe soixante-deux participants venus de l'ensemble du territoire de la RDC. C'est depuis la fin de l'année 2013, le FSC organise des conférences des leçons apprises et meilleures pratiques en vue de créer un environnement d'apprentissage participatif. Les participants ont élaboré des plans d'action à mettre en œuvre.

la manière dont les femmes et les filles sont perçues dans notre province. Le projet a pour objectif l'adoption des lois favorables à l'égard de la femme et de la jeune fille. Nous avons ciblé des personnalités importantes et influentes, entre autres le ministre provincial de l'Intérieur. Il a de l'emprise sur les chefs coutumiers qui sont les gardiens des coutumes. Il y a aussi le président de la commission politique administrative et juridique de l'Assemblée provinciale qui a présidé la commission de l'élaboration du projet d'édit et nous lui avons donné la charge d'endossement de cette loi. En impliquant les

AVIS DE RECRUTEMENT



Dans le cadre de son statut d'Opérateur participant au Service Public et de son activité d'appui aux Centres de Traitement Ambulatoire placés sous l'autorité du Ministère de la Santé et de la Population, la Croix-Rouge Française est amenée à recruter le personnel nécessaire au fonctionnement de ses Structures.

A ce titre, un appel à candidatures est lancé pour le recrutement des personnels aux trois (03) postes suivants :

- Un(e) (1) Responsable de Pôle Infirmier (Assistant ou licencié en soins infirmiers, H/F)
- Une (1) Sage-femme ;
- Un (1) Chauffeur.

Le Lieu d'affectation du poste est le Centre de Traitement Ambulatoire (CTA) de Brazzaville, avec de possibles déplacements à l'intérieur du pays.

Les termes de référence du poste sont à retirer du 22 au 31 Juillet 2014, de 8h30 à 15h00, au siège national de la Croix-Rouge Congolaise sis face aux deux (02) Ministères : Santé et Population / Fonction Publique, ou à l'Accueil du Centre de Traitement Ambulatoire (CTA) de Brazzaville, dans l'enceinte du CHU.

Pour être complets, les dossiers de candidatures devront être composés de :

- Curriculum vitae,
- Lettre de motivation adressée au Directeur du CTA,
- Copie légalisée des diplômes,
- Attestations de travail délivrées par les précédents employeurs,
- Extrait de casier judiciaire,
- Extrait d'acte de naissance,
- Certificat de nationalité,
- Certificat médical.

NB/ s'agissant des fonctionnaires, une note de cessation de service ainsi qu'une mise à disposition seront exigées, préalable à tout engagement.

Les dossiers de candidatures doivent être déposés sous enveloppe fermée et porter la mention « Recrutement (indiquer le poste concerné), CTA de Brazzaville », adressés au Directeur du CTA, Croix-Rouge Française.

Les dossiers devront être déposés à l'adresse ci-dessus, au plus tard le 31 Juillet 2014, à 15h00'.

AMC Telecom



Internet à partir de 9.000 FCFA

Avec **mobi** de AMC Télécom

Nouveaux Produits

Nouvelles Satisfactions



Brazzaville: Av. Alphonse Fondere, Immeuble C.N.S.S, 1er étage, Centre-ville, Rép. du Congo
Pointe-Noire: Av. Charles De Gaulle, Centre-ville (en face de l'hôtel MIGITEL), Rép. du Congo
Téléphones : 00242 05 545 07 60/ 06 950 53 02/ 06 888 81 81
Courriel : support@amc-telecom.com - Web : www.amc-telecom.com

CONSTRUCTION DE L'HÔPITAL GÉNÉRAL

Désaccord entre le ministère de la Santé et celui de l'Économie forestière

Dans le cadre de sa politique sanitaire, le gouvernement congolais avait décidé de construire 12 hôpitaux généraux dans les 12 départements du pays. À Pointe-Noire, le site choisi par le ministère de la Santé et de la Population pour abriter ce gigantesque bâtiment est celui de Nanga.

Malheureusement, cet espace fait l'objet d'un malentendu entre le ministère précité et celui de l'Économie forestière. Le site de Nanga s'étend sur une superficie de 15 hectares. La crise est née avec l'arrêt des travaux, ordonné la semaine dernière par le ministère de l'Économie forestière et du Développement durable qui pense que ce site est un périmètre de reboisement du massif forestier concédé à l'Eucalyptus

fibres du Congo (EFC) et ne peut en aucun cas être spolié. C'est pourquoi, informé de la situation, Henri Djombo, ministre de l'Économie forestière et du Développement durable, est descendu sur le terrain, la semaine dernière, pour exiger l'arrêt immédiat des travaux attribués à la société brésilienne, Asperbras. Il s'agit là d'un vrai scénario. Car, le 5 juin, le ministre des Affaires foncières et du Domaine public, Pierre Mabila, procédait à la remise officielle de ce site à son homologue de la Santé, François Ibovi. L'acte est posé en présence du maire de la ville et de quelques autorités. « Les 15 hectares que vous avez sollicités en vue de la construction d'un nouvel hôpital général de type moderne vous sont donnés », disait-il ce jour-là.

Heureux de cette acquisition, François Ibovi indiquait à son tour : « L'emplacement

est idéal pour la construction de cet hôpital. Il n'y a plus de massif forestier à cet endroit. Il a existé, il a été détruit depuis longtemps et les repousses ne sont pas exploitables. »

Rappelons que l'hôpital général Adolph Sicé de Pointe-Noire est vieux de 84 ans et il est devenu vétuste au fil des temps. Cet hôpital ne répond plus aux normes actuelles des infrastructures de prise en charge. La construction d'un nouvel hôpital général avec des locaux plus spacieux, mieux équipés et plus fonctionnels pour le personnel et les patients, est donc attendue.

Le ministère de la Santé a prévu dans son plan, la construction des logements des médecins et autres services administratifs, notamment le commissariat et le service de la sûreté civile.

Hugues Prosper Mabonzo

CHAMPIONNAT DU MONDE DE LA JEUNESSE FÉMININE DE HANDBALL

Le Congo cueilli à froid par la Norvège

Les cadettes congolaises ont été sévèrement battues par leurs homologues de la Norvège, 36-15, en match du groupe B à Ohrid comptant pour la première journée du Mondial 2014 en Macédoine.

Après deux jours de voyage tumultueux à cause du sempiternel problème du décaissement tardif des fonds par le Trésor public, la délégation congolaise est finalement arrivée à Ohrid hier, 20 juillet, à 4 heures alors que les filles jouaient leur premier match le même jour à 11h45 contre la Norvège. Fatiguées après ce long voyage, les Diables

rouges ont manqué carrément leur entrée en compétition en s'inclinant 36-15.

Rappelons que la délégation congolaise a quitté Brazzaville le 18 juillet à 19h via Pointe-Noire où elle a pris la direction d'Istanbul, le 19 juillet à 4h du matin, pour l'octroi des visas. La délégation a poursuivi son voyage le même jour vers Skopje la capitale de la Macédoine. Arrivées à Skopje à 22h après deux heures de vol, les Congolaises ont ensuite fait la route toute la nuit et sont arrivées à Ohrid le 20 juillet à 4h du matin. Après un court repos de 4 heures, les Diables

rouges qui participent pour la première fois à une compétition internationale, n'ont pas eu le temps de s'acclimater ni de tâter le terrain. Les Congolaises n'ont pas tenu le coup.

Michel Nkaya et Victor Matené respectivement entraîneur principal et adjoint des Diables rouges cadettes, devraient faire un travail psychologique, prendre les filles en confiance pour essayer de faire un bon résultat ce soir à 20h45 face au Japon. L'équipe pourra se reposer demain, avant de se relancer le 23 juillet face à la Russie.

Charlem Léa Légnoki

INDUSTRIE

Le Yard de Friedlander déjà opérationnel

Installé au Port autonome de Pointe-Noire, dans la base d'Ilogs, ce Yard consacré à la fabrication de pièces destinées à l'industrie pétrolière, contribuera à l'industrialisation du pays, avec l'augmentation de la capacité de production de matériel industriel, et offrira des opportunités d'emploi.

Friedlander est une société du groupe français ORTEC (service industrie, énergie et environnement), spécialisée dans les travaux de métallurgie, tuyauterie, soudure et chaudronnerie. Friedlander Congo a procédé à l'inauguration de son nouveau Yard le 6 juillet. La cérémonie placée sous la houlette d'André Raphaël Loemba, ministre des Hydrocarbures, s'est déroulée en présence de Josué Rodrigue Ngouonimba, ministre du Tourisme et de l'Environnement, d'André Einaudi, président du groupe Ortec, Vincent Poulard, directeur général de Friedlander Congo, ainsi que des autorités et responsables des sociétés pétrolières de la ville.

Ce Yard d'une superficie de 23.000 m², est doté de machines de haute technologie moderne. Il offre de nombreuses opportunités d'emploi. Ce projet répond à l'initiative Local Content avec 94% du personnel local sur 1000 employés Friedlander Congo. Les techniques modernes acquises par Friedlander Congo permettront d'augmenter la capacité de production de matériel industriel dans le pays. Le Yard va donc contribuer à l'industrialisation du pays, comme l'a indiqué André Raphaël Loemba : « Ce que Friedlander fait aujourd'hui constitue un maillon important dans la chaîne du développement de notre pays. » André Einaudi a, quant à lui, souligné : « Ce beau projet est un réel gage de confiance d'Ortec dans ce pays pour les prochaines années. Je me dois de souligner les futurs projets de développement après 2016, car les ateliers ne sont beaux que lorsqu'ils sont pleins. » Le Yard de Friedlander permettra de conduire techniquement les projets pétroliers Moho Nord et Lianzi. « Dans le futur, nous espérons faire des réalisations pour d'autres champs du Congo », a souhaité Matthieu Carraze, directeur des projets de Friedlander.

Notons qu'au nombre des réalisations de Friedlander, on compte celle de 128 LBL pour le projet Moho Nord et celle du Riser protecteur de Subsea 7 pour Chevron pesant 15 tonnes.

Lucie Prisca Condhet N'Zinga

TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE
DE POINTE-NOIRE

PARQUET du PROCUREUR
de la REPUBLIQUE

N° 3741 / T.G.I.-PN. - P.R./2014

COMMUNIQUE

Le Procureur de la République près
le Tribunal de Grande Instance de Pointe-Noire,

Informe les populations de Pointe-Noire et du Kouilou ainsi que l'ensemble des citoyens, qu'il est actuellement procédé au recensement par le ministère d'un huissier de justice, des victimes et familles des ayants-droits des accidents ferroviaires de MVOUNGOUTI et de YANGA.

Toute personne intéressée à ce titre, est priée de se rapprocher de l'étude de maître LOUZINGOU BAVOUIRINSI Saint-Auffrey pour s'inscrire.

Le cabinet de l'huissier se situe au 138 avenue Zacharie Costade près de l'ex « Salon de coiffure Galaxie » sur la ligne 8 dans l'arrondissement 1 Lumumba (Grand Marché) Pointe-Noire.

NOTA BENE

Les dossiers d'inscription seront reçus du lundi au vendredi, de 13 heures à 17 heures 00. Le recensement s'achèvera le jeudi 31 juillet 2014.

Fait au Parquet, le 17 JUL 2014

Le Procureur de la République

David OSSEKE

LARGE DIFFUSION

TOTAL
Effimax
Super Gasoil

La Nouvelle Génération
de Super et de Gasoil



PLUS
D'ÉCONOMIES



PLUS
DE PERFORMANCE



PLUS
DE PROTECTION

Total Effimax est une nouvelle gamme de carburants de qualité supérieure, disponible en Super et en Gasoil dans les stations-services Total de Brazzaville et de Pointe-Noire.



PRÉLIMINAIRES DE LA CAN 2015

Le Congo a un pied en phase de poules

Les Diables rouges ont fait l'essentiel, le 20 juillet au Complexe sportif de Pointe-Noire, en l'emportant devant les Amavubis du Rwanda sur un score de 2-0 en match aller du dernier tour des préliminaires.

Au terme de ce match, Claude Le Roy, le sélectionneur du Congo, a fait une révélation sur le numéro 11 rwandais. Avant le coup d'envoi de la rencontre, le Congo a émis des réserves sur le joueur évoluant à l'AS Vita Club de Kinshasa, lequel a une double identité. « Des réserves qui sont appuyées et qui ont été formulées bien avant le match. Ce sont des informations qu'on avait reçues par nos réseaux avant le match. Ce joueur de V.-Club a deux dates de naissance : l'une de 90 et l'autre de 86 », a affirmé Claude Le Roy au cours de la conférence de presse d'après match. Si la requête formulée par le Congo est recevable, les Diables rouges pourraient l'emporter par forfait et assurer leur qualification pour la phase de poules. La sanction que court le Rwanda sera la disqualification.

Mais en attendant la sentence de la CAF, les Diables rouges ont bel et bien validé leur avance de buts sans en prendre aucun sur le terrain. C'est l'idéal dans les matchs à élimination directe. Mieux vaut 2-0 que 3-1 ou 4-2 expliquait Le Roy à la

presse. La victoire des Diables rouges peut être assimilée à un accouchement dans la douleur. Les quarante-cinq premières minutes ont surpris les deux équipes sur un score de parité de zéro but partout. Un avantage que les locaux semblaient donner aux visiteurs qui n'avaient pas d'autres choix que se défendre. Manquant de percussions à la ligne d'attaque, les Diables rouges se procuraient tout de même plus de deux grosses occasions de la première partie. Sylvère Ganvoula était tout près de convertir un coup franc de plus de 40 m. Sa puissante frappe est cadrée mais le gardien bien inspiré, la sort en corner. Le même corner échoue sur la tête de Doré Ferebory qui manque de justesse.

Mais bien avant cette action, Doré avait effectué une remise de la tête à Gandzé, lequel n'avait pas assez appuyé sa tête pour tromper le gardien. C'est donc une équipe des Diables rouges en panne d'inspiration qui rentrait aux vestiaires la tête basse. Boukama Kaya était l'une des options pour changer la donne. L'ancien joueur de l'AC Léopards de Dolisie et des Diables noirs apportait de la percusion sur le côté, imposant un rythme assez accéléré à l'intraitable défense du Rwanda dont l'équipe se contentait de gérer le temps. Il était tout près de faire la différence à la 52e minute, à la conclusion d'un ballon bien donné par Litsingi.



L'équipe des Diables rouges partira à Kigali avec l'avance de deux buts (Photo Adiac)

Dommage pour le joueur de Recreativo d'Angola que sa reprise passe au-dessus de la barre. À force de reculer, les Amavubis se font punir à 66e minute. La frappe contrée de Litsingi profite à Césair Gandzé en plein axe. Le meilleur buteur de l'AC Léopards de Dolisie bat le portier d'une frappe en plein lucarne dans la même position que son dernier but en Coupe de la Confédération contre le Real à Bamako. Ce but est précieux pour lui car il vient à l'ouvrir son compteur en équipe nationale. Il se fera imiter à la 77e minute par Doré Ferebory, faisant ainsi preuve d'une anticipation sur un ballon mal jugé par le gardien rwandais. Comme la plus belle femme du monde, ces Diables rouges là ne pouvaient donner que ce qu'ils avaient, autrement dit leurs deux buts. Quant à leur avenir le 2 août prochain à Kigali, Claude Le Roy s'explique :

Ce qu'ils ont dit après le match
L'entraîneur du Congo : « Même un zéro but partout quelque fois est un bon résultat »

« Nous allons essayer de nous battre pour ramener d'autres joueurs. Le score de 2-0 est un bon score même s'il n'est pas suffisant. Mais l'important dans ce match aller retour est de ne pas prendre de buts à domicile. Même un zéro but partout quelque fois est un bon résultat. C'est pour ça qu'il faut retourner à Kigali en ayant en esprit d'attaquer, pas de défendre puis marquer un but. Nous savons que si nous parvenons à le faire, il faudrait qu'ils en mettent quatre pour nous éliminer. Pour se qualifier il faudra que tactiquement on s'organise sans être frioleux parce que nous avons une équipe qui est faite pour attaquer et jouer au foot. On va jouer en pensant à nous, sachant également que c'est un match compliqué. »

Delvin Ndinga, le capitaine des Diables rouges : « Nous nous focalisons sur le match du 2 août »

« Cela fait du bien quand on gagne. La victoire était importante parce qu'au

niveau de l'état d'esprit, on était meilleurs qu'eux. Le plus important c'est qu'on a gagné par deux buts d'écart. Et nous devons continuer à travailler car le match le plus important, c'est le retour. Nous avons manqué de concentration. À part les locaux, nous les professionnels, nous sommes en phase de préparation. C'était très difficile pour nous de retrouver le rythme. Ce match est terminé et nous l'avons oublié pour nous focaliser sur le match du 2 août. »

Stephen Constantine, le coach des Amavubis du Rwanda : « Nous n'avons pas joué notre football »

« On s'attendait à un match difficile. Je félicite Claude Le Roy. Nous avons tenu jusqu'à la 66e minute avant de craquer. Ce n'est que logique parce que nous n'avons pas joué notre football. On était sous pression mais cela n'est pas la cause de notre défaite. Nous avons commis trop de fautes. »

James Golden Eloué

FOOTBALL

Et maintenant ?

La Coupe du monde de football a vécu. Le monde des réseaux sociaux a déposé ses pinceaux fumants. Mais quelle imagination débridée pendant un mois !

L'avantage d'une fin de Coupe du monde de football est qu'elle permet enfin de sourire de tout (sauf, peut-être pour les perdants) ; des pronostics hasardeux comme des propos imprudents des commentateurs et des pronostiqueurs. Qui, aujourd'hui, oserait encore avancer que « l'hypothèse logique sera » une finale Argentine-Bésil pour clore en beauté la 20e Coupe du monde qui vient, pendant un mois, de se dérouler au Brésil ? Qui soutiendrait encore que l'Espagne aborderait la compétition avec « l'esprit des champions à qui tout réussit : tennis, F1, football... » ?

On a peine à imaginer aujourd'hui que les champions du monde sortants seraient effectivement sortis de la compétition de cette manière : une pilée contre la Hollande (1-5), une correction contre le Chili (0-2) et une victoire sur l'Australie et c'est tout. Qui aurait pu prédire le naufrage ahurissant du Brésil, pays dont on n'hésite pas à dire qu'il est presque (avec l'Angleterre) le co-inventeur du football ? C'est un Brésil méconnaissant qui a erré sur le terrain à la recherche d'une inspiration. Et d'ailleurs, c'est un signe, le Brésil a marqué le premier but de ce Mondial... mais contre lui-même ! Un journaliste colombien s'indignait de la présence en Coupe du monde d'une équipe au rabais comme celle du Costa Rica, faite pour « rabaisser le niveau du foot mondial ». Résultat : la Colombie éliminée avant Costa Rica ! Mais au Vatican, ou du moins au sein de l'Église catholique, ce Mondial organisé dans un pays où compétiteurs et touristes étaient accueillis les bras ouverts par la statue du Christ rédempteur à Rio, avait aussi son relief de souffrir (fraternel) ! C'est pourquoi les internautes se sont littéralement déchaînés. D'abord en se laissant aller lors de la rencontre Argentine-Belgique (5 juillet) par laquelle l'Albiceleste a accédé à la finale. « Obligé, commentait un petit malin, l'Argentine ne pouvait pas perdre. Elle comp-

taît dans ses rangs un Messi(e) et un Ze Maria. Face à des 'Diables rouges', la messe était dite. »

Naturellement le grand déferlement, mêlant iconoclastie, imagination et contorsions théologiques est venu avec la finale opposant (le 13 juillet) l'Allemagne à l'Argentine. C'est-à-dire le pays du précédent pape contre celui du pape actuel, tous deux vivant côte à côte au Vatican. Un journal en ligne avait promis une « Holly Final » (une finale sainte). Un blogueur avait hasardé que les deux papes ne se parlaient déjà plus avant la finale. Un autre, que le pape François et le pape Benoît XVI avaient décidé de regarder le match ensemble, et commenter le résultat entre deux coups de chapelet. Sur ce point précis, le Vatican a dû sèchement démentir.

Alors, s'interrogeait un blogueur, qu'est-ce qui explique théologiquement que l'Allemagne ait gagné et que l'Argentine ait perdu ? Simple : peu avant le match, les deux pontifes s'étaient mis à genoux et avaient prié. Le pape François avait dit : « Fasse Dieu que la défaite de nos frères d'Allemagne ne soit pas trop sévère. » Mais le pape Benoît XVI aurait été plus injonctif : « Dieu, tu me connais : si l'Allemagne ne gagne pas, je reprends mon pouvoir ! » On sait maintenant que Dieu a aussi ses saintes craintes. Et d'ailleurs un commentateur lui attribue une secrète passion du football qu'il serait vain de chercher dans n'importe quelle Bible : « Dieu a tant aimé le monde, qu'il a créé la Terre ronde... comme un ballon ! ». Inutile de chercher à savoir si c'était avant le 7e jour ou après le 8e. Car il semble évident que pour les internautes le monde a commencé par l'Apocalypse et s'achèvera par la Genèse ; que le ballon de football a été inventé avant la planète. Qui sait si au Jardin d'Eden notre grand-père Adam n'avait pas son petit stade Alphonse-Massamba-Débat !

Lucien Mpama

COUPE DU CONGO

Des demi-finales aux enjeux multiples

Ce mardi 22 juillet au stade Alphonse-Massamba-Débat, Cara en découvrira l'étoile du Congo alors qu'AC Léopards affrontera Diables noirs. Des demi-finales aller pouvant permettre surtout aux deux premières équipes de prendre une bonne option pour la finale qui débouchera sur une place en compétition africaine. Projections.

Les demi-finales de l'édition 2014 de la Coupe du Congo seront âprement disputées. Les quatre clubs qualifiés à cette étape de la compétition sont, en effet, des ténors du championnat national, mieux du football congolais : le Club athlétique Renaissance Aiglon (Cara), Étoile du Congo, AC Léopards de Dolisie et Diables noirs. Brazzaville a donc trois représentants contre un seul de l'intérieur du pays : l'équipe de la capitale de l'or vert. Le public sportif national est bien conscient qu'au football ce n'est pas toujours la majorité qui gagne. La minorité peut aussi avoir un grand mot à dire. AC Léopards demeure donc le plus grand favori, sur le papier, pour une place en finale. Pourtant, rien n'est joué d'avance, les pronostics pouvant être déjoués.

Cara-Étoile du Congo
C'est la première affiche de ces demi-finales aller. Un duel 100% brazzavillois. Cara, 5e au classement du championnat, va défier Étoile du Congo, imperturbable à la 3e place. Les deux équipes avaient déjà atteint cette étape de la compé-

tion la saison passée sans s'affronter. Les Aiglons étaient éliminés par les Fauves du Niari, les Stelliens par les Diablotins. Les deux défaits avaient donc repoussé leur objectif de disputer la finale de la Coupe du Congo pour cette année. Ce mardi 22 juillet, l'occasion fera finalement le larron pour Étoile du Congo ou pour Cara. Chacune des deux formations souhaite l'emporter afin de faire un grand pas vers la finale en attendant la manche retour. La rencontre se jouera donc avec beaucoup de prudence de part et d'autre : ne pas encaisser quand on reçoit l'adversaire, beaucoup marquer lorsqu'on est reçu par ce dernier. Le principe est bien connu des sportifs.

Diables noirs-AC Léopards

Les finalistes de l'édition 2013 de la Coupe du Congo vont cette fois-ci se mesurer en demi-finale. L'un d'eux ne verra pas la finale forcément. Le tenant du titre, AC Léopards, 1er au classement pour la saison en cours, tentera de confirmer sa suprématie alors que Diables noirs, son dauphin, abordera le match avec un esprit revancharde. Il n'est pas question pour les Diablotins de perdre le match aller à domicile pour avoir moins de difficultés à équilibrer l'équation au match retour à Dolisie. Pourtant, les Fauves du Niari sont visiblement déterminés à faire le paquet au match aller en vue de maximiser la certitude de se qualifier à la maison, sans trop de difficultés, même si au football il n'y a pas de petits et de grands matchs qui puissent se gagner en claquant les doigts.

Les enjeux et les calculs

Comme la saison passée, le Congo aura des représentants aux compétitions africaines. La Ligue africaine des champions et la Coupe de la CAF. AC Léopards, premier au classement du championnat national, est assuré de terminer la saison en tête. La première possibilité pour l'équipe de se faire une place en ligue des champions, quel que soit son sort à la Coupe du Congo. Diables noirs semble aussi être dans la même situation, si seulement l'équipe garde sa place au classement.

Par ailleurs, pour l'Étoile du Congo et Cara, c'est le jour et la nuit. Les deux équipes ne comptent presque pas sur le championnat pour se qualifier en Coupe de la CAF. La probabilité de qualification pour elles est plus grande en cas de succès en Coupe du Congo. Les deux formations sont donc dans les calculs aux allures de prières. L'équipe qui prendra une option de qualification souhaitera rencontrer AC Léopards en finale. De la sorte, même si les Fauves du Niari l'emportent, l'équipe vaincue pourra se qualifier en Coupe de la CAF. Puisque l'équipe de Dolisie compte sur sa position au championnat pour une qualification de la Ligue des champions plutôt que sur celle de la Coupe du Congo qu'elle pourra remporter pour le palmarès et l'honneur. Ce qui reste à confirmer en attendant de mesurer la température que nous donnera la manche aller de ces demi-finales au stade Alphonse-Massamba-Débat.

Rominique Nerplat Makaya